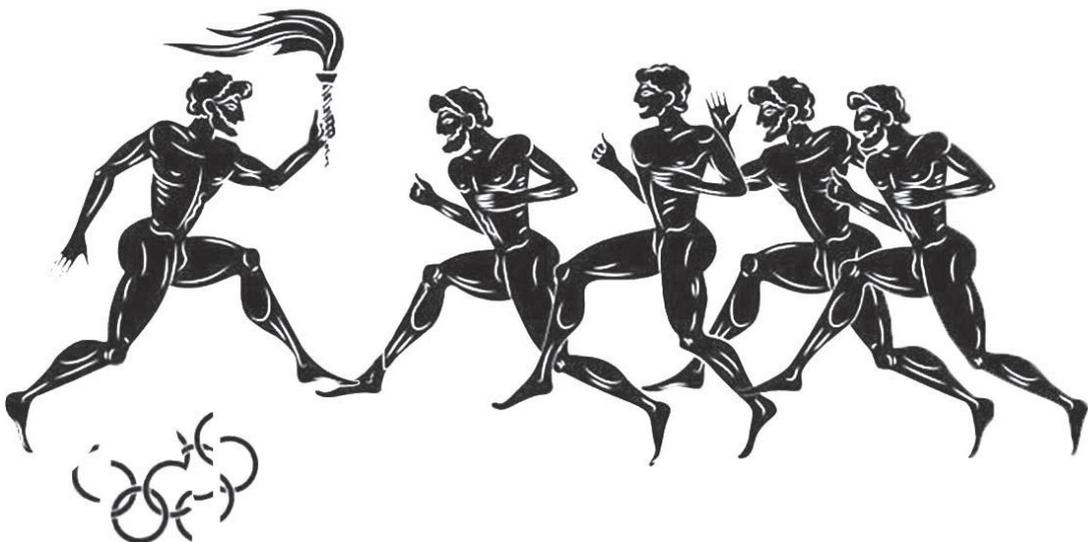




PAGAILLE DANS LES FLUX

*AUTOUR DE QUELQUES RÉCENTS SABOTAGES CONTRE
LE CHEMIN DE FER ET LE RÉSEAU DE FIBRE OPTIQUE
(ÉTÉ 2024)*



A propos du sabotage coordonné contre les lignes TGV à quelques heures des J.O. (27 juillet 2024)

La nuit du jeudi 25 au vendredi 26 juillet, quelques heures avant la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris, les lignes de trains à grande vitesse (TGV) ont été attaquées dans toutes les directions menant à la capitale. Soit une « *attaque massive et coordonnée pour paralyser le réseau* », comme l'ont titré de nombreux journaux. Rien que le vendredi, ce sont « *250 000 clients* » qui ont été touchés par ces actes de sabotage, et « *près de 800 000 sur le week-end* », selon la compagnie ferroviaire. « *A travers la SNCF c'est un bout de la France qu'on attaque et c'est les Français qu'on attaque* » a immédiatement déclaré Jean-Pierre Farandou, le patron de la SNCF, tout en dénonçant les saboteurs comme « *une bande d'illuminés, d'irresponsables* ». De son côté, la ministre des Sports Amélie Oudéa-Castéra n'a pu contenir sa colère : « *C'est les Jeux des athlètes qui en rêvent depuis des années et qui se battent pour le Graal de monter sur ces podiums, et on va leur saboter ça à eux ! Jouer contre les Jeux, c'est jouer contre la France, c'est jouer contre son camp, c'est jouer contre son pays* ».

Concrètement, dans le Nord, c'est à Croisilles, près d'Arras (Pas-de-Calais) que le réseau des TGV a été saboté, coupant également le trafic ferroviaire international vers Londres, la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne. **Dans l'Est**, c'est en deux endroits distincts qu'il a été coupé : entre la gare de Meuse TGV et Lamorville (Meuse), ainsi qu'entre Pagny-sur-Moselle et Vandières (Meurthe-et-Moselle). **A l'Ouest**, c'est à Vald'Yerre, près de Courtalain (Eure-et-Loire) qu'il a été coupé, touchant aussi bien la direction vers la Bretagne (Rennes, etc.) que vers la Gironde (Bordeaux etc.). Et sur la ligne **Sud-Est** (Paris-Lyon-Marseille), c'est à Vertigny (Yonne) qu'a eu lieu une tentative de sabotage, qui aurait échoué après que les saboteurs aient été surpris « *par des cheminots qui menaient des opérations d'entretien pendant la nuit* », conduisant les gendarmes à mettre la main sur « *des engins incendiaires* » non-allumés et aussitôt expédiés au labo.

En outre, **en banlieue parisienne concernant également le réseau Ouest**, un caténaire a été arraché entre la gare Montparnasse et Vanves-Malakoff (Hauts-de-Seine) par un TGV qui a tenté de passer par une ligne plus

classique et pas adaptée (la N du Transilien), en aggravant encore la conséquence du sabotage... ce qui donne pour la SNCF un incident « *en lien avec les actes de malveillance commis sur la ligne grande vitesse Atlantique* ». Quant au fond, son PDG a déploré « **la volonté évidente de couper Paris de ses principales lignes à grande vitesse juste avant la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques** », dans une conférence de presse tenue le samedi 27 juillet.

Au total, cette nuit d'été pré-olympique a donc été officiellement marquée par cinq sites visés en province, avec quatre sabotages réussis et un déjoué, entre 1h et 5h30 du matin. Avec à chaque fois **des câbles de fibre optique sectionnés ou incendiés, qui se trouvaient dans de petites rigoles courant le long des voies**, et situés non loin de postes d'aiguillages coordonnant des nœuds importants du trafic ferroviaire, là où les voies se séparent dans plusieurs directions. « *Avec un [tel] incendie en fait, on prive à chaque fois deux branches du réseau* », a expliqué le patron de *SNCF Réseau*, Matthieu Chabanel (Le Figaro, 26/7). En effet, ces câbles désormais calcinés commandent les moteurs des aiguillages, mais servent également à la transmission des informations vers les postes de signalisation. « *Dès que les câbles de signalisation ou de commande des aiguillages ont été endommagés, coupés ou brûlés, les installations se sont immédiatement mises en mode feu rouge*, raconte Vincent Téton, directeur général adjoint opération et production chez *SNCF Réseau*, également en charge de la coordination gestion de crises. *Les trains circulant sur les voies concernées se sont alors arrêtés automatiquement.* » (Le Parisien, 27/7).

Pour procéder à leur réparation une fois ces câbles spéciaux coupés ou cramés, les techniciens doivent d'abord les remplacer en les faisant venir de sites parfois lointains (la SNCF possède « *deux grands centres de stockage, l'un situé sur la façade atlantique, l'autre en région Grand-Est* » nous informe Le Parisien), puis les câbliers doivent remettre en place la connectivité de façon fastidieuse, car « *ces câbles comportent chacun des fils. Et par exemple si vous avez 50 câbles qui comportent chacun 10 fils, ça fait 500 fils qu'il faut reconnecter ensuite un par un* », et à la fin ils doivent retester l'ensemble des relais électriques pour s'assurer de leur bon fonctionnement. **Sur l'axe-nord saboté à Croisilles, ce sont ainsi une cinquantaine de câbles qui ont brûlé**, affectant durement le poste d'aiguillage stratégique situé à cet endroit (PRCI : *Poste relais à commande informatique*), selon *La Voix du Nord* (26/7). Et **sur l'axe-est saboté à Vandières, ce sont pas moins de six chambres de câbles qui ont été incendiées** selon *l'Est Républicain* (26/7).

Bref, ces coupures de chemins de câbles de fibre optique au bon endroit (le long des voies ferrées à proximité de bifurcation de lignes) et au bon moment (quelques heures avant la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques 2024), avec des moyens rudimentaires comme de l'essence, ont réussi à paralyser une bonne partie du réseau des TGV et à gâcher une fête olympique qui devait se dérouler sans accroc.

Vendredi 26 et samedi 27 juillet, la SNCF a choisi de continuer à **faire circuler des TGV, mais avec beaucoup de retards au départ comme à l'arrivée, puisqu'ils ont dû emprunter des lignes classiques et des déviations géographiques ou en roulant au pas, sans compter tous ceux qui ont été annulés.** Comme ces « 25% des trains Eurostar entre Paris et Londres et Paris et Bruxelles » ; comme ces « 4 trains circulant avec des athlètes à bord » vendredi, et dont seuls les « deux premiers sont arrivés » à Paris en temps et en heure (le 3e a été retardé, et l'équipe d'athlètes présente sur le 4e a dû être transférée dans un autre train) ; ou comme les trains où voyageaient une partie des volontaires sélectionnés pour assurer le déroulement des JO mais aussi plusieurs milliers de spectateurs se rendant sur

Sabotages sur le réseau TGV

Les lieux des sabotages, le vendredi 26 juillet 2024 vers 4h du matin. Les lignes à grande vitesse (LGV) impactées.



Paris, qui tous manqueront à l'appel lors de la cérémonie d'ouverture ou des premières épreuves.

Au total, ce sont 200 TGV qui ont tout bonnement été supprimés, sur les 750 qui devaient initialement circuler ce week-end, et les autres qui ont accumulé des milliers d'heures de retard. Le retour complet à la normale sur l'ensemble du réseau ferroviaire à grande vitesse n'est pas prévu avant lundi 29 juillet au matin.

Du côté de l'Etat français, c'est le parquet de Paris, et plus précisément la *Juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée* (Junalco) créée en son sein en 2020 pour traiter les dossiers les plus complexes, qui a annoncé s'être auto-saisie de l'enquête pour « *l'ensemble des dégradations volontaires causées sur des sites SNCF* ». **Le parquet a ouvert une enquête pour** des chefs de « *détérioration de bien de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation* », « *dégradations et tentatives de dégradations par moyen dangereux en bande organisée* », « *atteintes à un système de traitement automatisé de données en bande organisée* » et « *association de malfaiteurs en vue de commettre ces crimes et délits* ». **Puis il a co-chargé de l'enquête les directions générales de la police et de la gendarmerie, dont la sous-direction antiterroriste (SDAT) de cette dernière a été désignée comme service coordinateur des investigations.** Dans chaque région où il y a eu un acte de sabotage, les sections de recherches (SR) de la gendarmerie gèrent localement le recueil d'indices, soit Lille, Dijon, Orléans et Nancy, sachant que les pandores ont claironné sur les radios d'Etat (France info & inter, 26/7) avoir mis « *plus de 50 enquêteurs* » sur cette affaire.

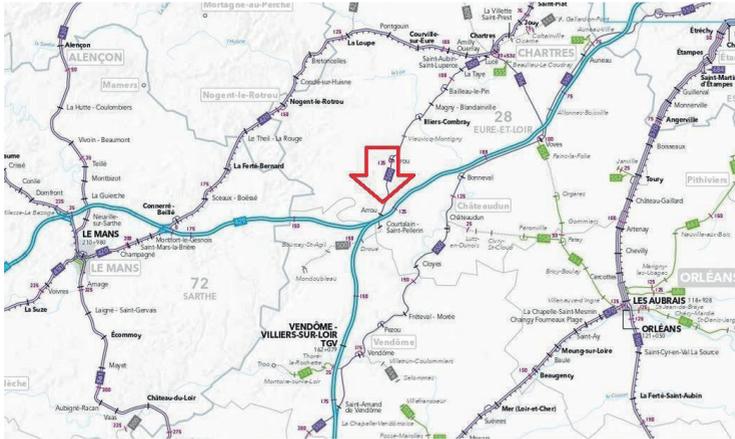
Enfin, les journaux rappellent que des sabotages similaires se sont produits ces dernières années en Allemagne (peut-être font-ils allusion au sabotage coordonné mené en septembre 2023 contre le trafic ferroviaire de marchandises à Hambourg ou à celui d'octobre 2022 [qui avait paralysé le nord du pays), mais également en France, comme au début du mouvement contre la réforme des retraites en janvier 2023, où la *LGV Est* avait été attaquée à Vaires-sur-Marne, paralysant pendant deux jours la gare de l'Est à Paris¹. En tout cas, au vu du « mode opératoire » qui serait « typique de l'ultra-gauche » (France Bleu, 26/7), les 3000 individus fichés dans cette catégorie policière constitueraient une « piste privilégiée » des enquêteurs, selon ce qui a volontairement fuité dans les médias dès vendredi, Une thèse

1 cf. *Pas d'amalgames ! À propos du sabotage ayant mis la Gare de l'Est à l'arrêt*, p. 42

qui s'est en partie renforcée au lendemain des sabotages, samedi 27 juillet, avec l'arrivée du communiqué de revendication signé d'une « délégation inattendue ».

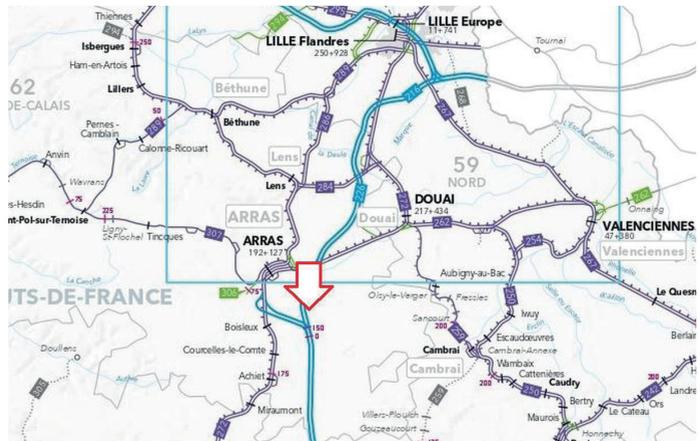
[Synthèse de la presse nationale, 26-27 juillet 2024]

Paru sur le site *sansnom.noblogs.org*, le 27 juillet 2024



Le lieu visé sur le TGV Atlantique (La Dépêche, 26/7 : « Pourquoi les lieux visés par les sabotages n'ont pas été choisis au hasard »)

Le lieu visé sur le TGV Nord (source : idem)



Le lieu visé sur le TGV Est (source : idem)

J.O. : le sabotage du réseau TGV revendiqué par une « *délégation inattendue* » (29 juillet 2024)

Un communiqué envoyé à plusieurs rédactions du monde entier et signé d'« une délégation inattendue », a revendiqué le sabotage coordonné de plusieurs lignes TGV dans la nuit du 25 au 26 juillet, à quelques heures de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris. Parmi elles, le site Reporterre.net l'a reproduite en entier lundi 29 juillet, et nous la reproduisons ci-dessous:

Revendication du sabotage de lignes TGV quelques heures avant la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Paris 2024

Ils appellent cela une fête ? Nous y voyons une célébration du nationalisme, une gigantesque mise en scène de l'assujettissement des populations par les États.

Sous des airs ludiques et conviviaux, les Jeux Olympiques offrent un champ d'expérimentation pour la gestion policière des foules et le contrôle généralisé de nos déplacements.

Comme tout grand évènement sportif, ils sont aussi à chaque fois l'occasion de vouer un culte aux valeurs qui fondent le monde du pouvoir et de l'argent, à la concurrence généralisée, à la performance à tout prix, au sacrifice pour l'intérêt et la gloire nationale.

L'injonction à s'identifier à une communauté imaginaire et à soutenir son supposé camp d'appartenance n'est pas moins néfaste que l'incitation permanente à voir son salut dans la bonne santé de son économie nationale et dans la puissance de son armée nationale.

Il faut aujourd'hui des doses toujours plus grandes de mauvaise foi et de

déni pour ne pas voir toute l'horreur que génère la société de consommation et la poursuite du prétendu « bien-être à l'occidental ». La France voudrait faire de cette grande messe la vitrine de son excellence. Elle ne pourra bercer d'illusions sur son rôle vertueux que ceux qui ont décidé de se mettre des œillères, et qui s'en accommodent. Nous leur adressons notre mépris le plus profond.

Le rayonnement de la France passe par la production d'armes dont le volume de ventes la place deuxième exportateur mondial. L'État est fier de son complexe militaro-industriel et de son arsenal « made in France ». Répandre les moyens de la terreur, de la mort et de la dévastation à travers le monde pour assurer sa prospérité ? Cocoricooo !

N'en déplaise aux crédules qui croient encore aux fables démocratiques, l'État français emploie aussi sa panoplie répressive pour affronter sa propre population. Pour mater les émeutes après le meurtre de Nahel par la police en juin 2023 ou pour tenter d'arrêter le soulèvement anticoloniale en Kanaky récemment. Tant qu'il existera, l'État ne cessera de la mettre à l'oeuvre pour combattre ceux qui défient son autorité.

Les activités des entreprises françaises à travers le monde rendent toujours plus manifeste les dévastations sociales et environnementales que produit le système capitaliste. Celles nécessaires pour reproduire l'organisation sociale actuelle, et celles inhérentes au progrès scientifique et technologique. Progrès qui ne perçoit l'enchaînement des catastrophes passées, présentes et à venir que comme l'occasion d'un bond en avant.

Total poursuit le pillage et la spoliation de nouvelles contrées en quête de pétrole et de gaz de schiste (Afrique de l'est, Argentine etc). Sous couvert de son nouveau label vert, l'industrie du nucléaire et l'exportation du savoir-faire français en la matière nous assure, à plus ou moins brève échéance, une planète irradiée, donc littéralement inhabitable. Rien de plus qu'une crise de plus à gérer pour les promoteurs de l'atome. Eux qui ne peuvent se passer de leur coopération avec l'État russe à travers son géant Rosatom et de l'appui de son armée pour écraser le soulèvement au Kazakhstan en 2022, important pays fournisseur d'uranium. Ce minerai qui fait tourner les 58 réacteurs de l'hexagone.

Alors, quel est le coût humain, social et environnemental pour que

quelques privilégiés se déplacent vite et loin en TGV ? Infiniment trop. Le chemin de fer n'est d'ailleurs pas une infrastructure anodine. Il a toujours été un moyen pour la colonisation de nouveaux territoires, un préalable à leur dévastation et une voie toute tracée pour l'extension du capitalisme et du contrôle étatique. Le chantier de la ligne appelée « Tren maya » au Mexique, auquel collabore Alstom et NGE, en est une bonne illustration.

Et les batteries électriques indispensables à la prétendue « transition énergétique » ? Parlez-en, par exemple, aux travailleurs de la mine de Bou-azeer et des habitants des oasis de cette région marocaine qui font les frais de cette ruée vers l'or du XXIème siècle. Renault y extrait les minerais nécessaires pour donner bonne conscience aux écolos des métropoles sur le dos de vies sacrifiées. Parlez-en à ce « peuple de la forêt » de l'île d'Halmahera au nord-est de l'Indonésie, aux Hongana Manyawa qui désespèrent de voir la forêt où ils vivent être détruite sur l'autel de la « transition écologique ». L'État français, via la société Eramet, participe au ravage de terres jusque là épargnées. De même, il ne veut pas lâcher le Caillou mélanésien pour continuer à y arracher le précieux nickel.

Nous nous arrêterons ici dans l'impossible inventaire des activités mortifères et prédatrices propre à tout État et à toute économie capitaliste. Cela ne serait d'ailleurs d'aucune aide pour rompre avec une vie fade et déprimante, avec une vie d'exploités, et pour affronter la violence des États et des chefs religieux, des chefs de famille et des patrouilles de police, des patriotes et des milices patronales, autant qu'à celle des actionnaires, des entrepreneurs, des ingénieurs, des planificateurs et des architectes du ravage en cours. Fort heureusement l'arrogance du pouvoir continue de se heurter à la hargne des opprimé-e-s rebelles. D'émeutes en insurrection, lors de manifestations offensives et de soulèvements, à travers des luttes quotidiennes et des résistances souterraines.

Qu'en ce jour résonnent alors, à travers le sabotage des lignes TGV reliant Paris aux quatre coins de la France, les cris de « femme, vie, liberté » d'Iran, les luttes des amazoniens, les « nique la france » venant d'Océanie, les désirs de liberté qui nous parviennent du Levant et du Soudan, les combats qui continuent derrière les murs des prisons et l'insoumission des déserteurs du monde entier.

A ceux qui reprochent à ces actes de gâcher le séjour de touristes ou de perturber les départs en vacances, nous répondons que c'est si peu encore.

Si peu comparé à cet événement auquel nous souhaitons participer et que nous appelons de tout cœur : la chute d'un monde qui repose sur l'exploitation et la domination. Là oui, nous aurons quelque chose à fêter.

Une délégation inattendue

A propos du sabotage coordonné contre le réseau de fibre optique en plein J.O. (30 juillet 2024)

Alors que la SNCF commence tout juste à se remettre du sabotage contre le réseau des trains à grande vitesse, les Jeux Olympiques de Paris 2024 ne semblent pas au bout de leurs peines, puisqu'un nouveau « sabotage massif » s'est produit la nuit de dimanche à lundi 29 juillet, en frappant cette fois le réseau longue distance de la fibre optique à haut-débit (backbone).

Concrètement, entre 1h et 3h du matin, des autoroutes numériques de la fibre optique ont été volontairement coupées dans au moins dix départements (Ain, Aude, Ardèche, Drôme, Hérault, Bouches-du-Rhône, Oise, Marne, Meuse, Vaucluse), avec de vastes conséquences, puisque la section de ces câbles du *réseau longue distance de l'opérateur d'infrastructure SFR* a impacté de nombreux autres opérateurs telecoms. Parmi eux, on peut citer notamment *Free, Bouygues, Orange* (prestataire télécoms des JO de Paris 2024), *TDF, OVH, SFR, Netalis, Axione* mais aussi *Vodafone, British telecom* et *Colt* (opérateur britannique desservant 28 pays européens).

Mardi 30 juillet, l'estimation officielle était ainsi de 195 antennes-relais touchées par ces sabotages, et au moins 17 départements qui avaient éprouvé des problèmes, allant de la coupure internet à une latence plus élevée que d'habitude (dont l'Oise, les Bouches-du-Rhône, la Meuse, la Drôme, l'Aude, l'Hérault, la Seine-et-Marne, l'Essonne, l'Ain, l'Allier, la Vendée, l'Ardèche, la Loire, la Creuse et le Lot-et-Garonne). Et pour illustrer ce que signifie une latence élevée, soit un fort ralentissement de la connexion internet, un geek a publié sur un site spécialisé le trajet effectué par ses paquets de données : « *Pour faire Lyon (réseau Orange) <> Roubaix (data center OVH), Les données font : Lyon → Marseille → Singapour → Canada → Londres → Roubaix* »...

Ainsi, avec cette série d'attaques, **c'est autant la circulation haut-débit de données internet par la fibre optique nationale et internationale, que la téléphonie mobile (avec des centaines d'antennes-relais reliées entre elles par la fibre) ou que le trafic vers les data centers qui sont fortement ralentis ou carrément interrompus**, malgré tout le bla bla des spécialistes sur la redondance des réseaux.

Face à cette deuxième vague de sabotages coordonnés qui suit de près

celle contre le réseau ferroviaire, la réaction de dépit gouvernemental s'est surtout faite entendre à travers la voix de Marina Ferrari, secrétaire d'Etat chargée du Numérique, qui a bien sûr dénoncé des « *actes lâches et irresponsables* », avant de préciser que « *le Centre pour les communications électroniques de Défense (CCED) coopère avec les opérateurs jusqu'au rétablissement complet des communications et des services* ». Mais la réaction qui était la plus attendue, à savoir celle de la *Fédération Française des Télécoms*, est arrivée peu après, en pointant directement le lien avec les J.O. : « *Plusieurs coupures ont été constatées dans la nuit du 28 au 29 juillet sur des infrastructures majeures de communications électroniques. La concomitance de ces événements et les infrastructures ciblées pointent vers des actes de sabotage... la FFT condamne fermement ces cas de vandalisme qui affectent la vie des Français, au moment où le monde entier a les yeux tournés vers les Jeux Olympiques et Paralympiques.* »

Sur le terrain, pour se faire une idée un peu précise de comment cela s'est passé de l'autre côté de la barricade, on peut par exemple se tourner vers Jacky Allamelou, responsable régional de la maintenance chez SFR, qui s'est rendu sur le lieu du sabotage dans l'Hérault : « *J'ai été alerté à 4 h ce lundi matin. Le câble de la fibre optique a été sectionné très nettement dans quatre des cinq chambres du site. Les chambres sont, en fait, des regards bétonnés enfouis dans le sol et protégés par des plaques en fonte type plaques d'égout. Pour soulever les plaques, il faut des crochets. Et pour sectionner de tels câbles, une simple pince ne suffit pas ! Les câbles ont été sectionnés à ras, ce qui ne nous laisse pas de marge de manœuvre pour réparer rapidement... Nous avons quelque 400 câbles à souder. Pour la remise en conformité totale, on a six kilomètres de fibre à tirer, ça prendra davan-*

tage de temps » (Midi Libre, 29/7).



Pour effectuer les réparations, en particulier lorsque les câbles ont été sectionnés à ras, les techniciens des entreprises sous-traitantes (dans ce cas les inévitables *Circet*, *Axians* ou *AB*

Telecoms) doivent en effet réinstaller des kilomètres de fibre optique, puis resouder les connexions une à une. Suite aux différents sabotages qui se sont produits entre 1h et 3h du matin, les opérateurs telecom ont d'abord dû localiser l'endroit exact des coupures (SFR compte 25 000 km de backbone sur tout le territoire), puis envoyer des techniciens sur place pour constater quelle en était la cause, puis attendre que la police scientifique effectue un maximum de relevés dans la matinée, et ils ont alors seulement pu commencer les réparations en question. SFR a ainsi annoncé le 29 juillet au soir qu'elles étaient achevées dans la Meuse et dans l'Oise, mais que ses prévisions n'étaient que de « *vers 21 heures dans les Bouches-du-Rhône et vers minuit dans l'Hérault.* » Quant à la Drôme et à l'Aude, ce ne sera pas avant mardi en raison des difficultés liées à la localisation des sabotages, soit plus de 24h de coupures effectives.

En faisant un petit tour de la presse régionale, voilà également un premier aperçu provisoire des lieux et des conséquences de ces sabotages simultanés :

- **Capestang (Hérault).** En bordure du canal du Midi près du domaine de l'Ale, des inconnu.es ont saboté l'infrastructure de SFR, **qui abrite ici beaucoup de connexions dédiées à des administrations publiques comme la gendarmerie, la police et la justice.** De très nombreux câbles y ont été sectionnés dans les cinq chambres du site (soit des regards bétonnés enfouis dans le sol et protégés par des plaques en fonte), perturbant du même coup les connexions téléphoniques, de fibre et d'internet dans tout le secteur.

Au total, la préfecture de l'Hérault recense « 8000 foyers, principalement autour de Béziers, ainsi que 91 entreprises ou administrations » touchées, tandis que Free (qui utilisait aussi cette infrastructure) recense des perturbations pour 27 antennes relais, « soit environ 34 000 clients dont l'accès au réseau mobile a été touché ».

De plus, le tribunal de Béziers a été pendant une longue partie de la journée privé de téléphone fixe et d'internet, tandis que le site internet *Vacaf* (vacances liées aux allocations familiales), qui est géré pour l'ensemble du territoire national depuis un *data center* situé à Montpellier, n'a plus fonctionné jusqu'à 18h30, c'est-à-dire la réparation du *backbone* saboté à Capestang.

- **Contrisson (Meuse).** Vers 2h du matin, « *cinq câbles de fibre optique au niveau de quatre chambres (bouches d'égout)* » ont été cou-

pés dans le secteur de Revigny-sur-Ornain, près de Contrisson. « *Les bouches n'étaient pas verrouillées ; les plaques d'égout ont ensuite été jetées dans la Meuse* », précise le parquet de Bar-le-Duc, qui rajoute qu' « *un tag a été fait à la peinture orange directement sur le macadam 'STOP CIGEO', 'KANAKS LIBRES'* ». Environ 40 000 personnes ont été privées de réseau pendant plusieurs heures.

Parmi les gros opérateurs touchés, se trouvent notamment **2 des 14 data centers du groupe Inherent**, qui sont situés à Maxéville (54) : « *Deux énormes pannes simultanées sur les réseaux entre Nancy et Paris, et Nancy et Lyon. L'une sur un réseau de 100 gigabits par seconde, cela n'arrive jamais. D'ordinaire, nous roulons sur une autoroute. Là, il y a un accident. Donc, on a fait passer nos clients par des nationales. Le trafic a donc été fortement ralenti, voire coupé pour certains. Les câbles ont été sectionnés par paquets. Pour les fournisseurs, cela prend du temps pour réparer* ».

• **Sermaize (Oise)**. Dans ce département situé en lointaine périphérie de la capitale, les actes de sabotage ont été perpétrés à 0h50 du côté du hameau de Sermaize, entre les bleds de Catigny et Béhancourt, à un emplacement situé le long du canal du Nord, là où le réseau de fibre optique longue distance « *dessert les départements de l'Oise et du Nord* ».

• **Montélimar (Drôme)**. A cet endroit, sur lequel peu d'informations sont sorties, **les câbles sabotés alimentaient notamment les antennes relais du réseau 4G reliant les villes entre elles**. Cette section nocturne a ainsi impacté la téléphonie mobile des communes de Montboucher, Espeluche et Montélimar. Dans cette dernière, 16 antennes de téléphonie mobile ont été mises hors service.

• **Entre Le Rove et l'Estaque (Bouches-du Rhône)**. Le parquet d'Aix-en-Provence évoque un « *sectionnement de lignes enterrées dans une zone boisée* » (sic) avec les câbles de deux chambres qui ont été sabotés, **et annonce « des perturbations conséquentes pour les usagers »**. Parmi les entreprises touchées, il y a par exemple le réseau internet de l'aéroport de Marseille-Marignane qui a été très ralenti jusqu'en fin de matinée, mais aussi de nombreuses entreprises ou commerces déconnectés jusque sur le Vieux-Port de Marseille, où une pharmacienne témoignait de son désarroi dans la presse locale : « *Le téléphone, les ordinateurs et le terminal bancaire ne fonctionnaient pas. Forcément, quand tout est connecté, c'est embêtant.* » (La Provence, 29/7)

De plus, l'opérateur *Free*, qui utilise aussi cette fibre longue distance, annonce avoir recensé **de nombreux incidents sur le réseau de raccordement chez les particuliers avec plusieurs répartiteurs concernés**, majoritairement autour de l'étang de Berre, à Port-de-Bouc, Martigues, Fos ou Istres.

- **Montmerle-sur-Saône & Brens (Ain)**. Le premier site saboté dans l'Ain a été signalé dans un rapport d'incident de l'entreprise *Inherent*, basée à Maxéville (Lorraine), et qui possède 14 data centers. Sa surprise est venue vers 2h30 du matin, lorsque deux *backbones* différents ont été coupés en l'affectant durement : le premier a été saboté en Meuse (autoroute de la fibre Paris-Nancy) sur lequel on trouvera des détails plus haut, et le second a été saboté à 7 kilomètres de Montmerle-sur-Saône (Ain, sur l'autoroute de la fibre Nancy-Lyon), où « *un câble a été complètement sectionné* ». Ce n'est que vers 17h que les deux data centers nancéiens ont pu reprendre leur puissance normale.

Le second site saboté de l'Ain, situé à l'Est de Lyon, est sorti dans la presse locale le lendemain (*Le Progrès*, 30/7), en précisant qu'il **a eu lieu sur les rives d'un canal de dérivation du Rhône, en amont du barrage de la centrale hydroélectrique de Belley**, avec un câble de fibre optique SFR coupé sur une trentaine de centimètres. Tout le secteur de Culoz à Belley, en passant par Saint-Sorlin-en-Bugey et Brens a été affecté par cette coupure, avec des milliers d'utilisateurs concernés. Pour la réparation, il faudra retirer des câbles sur plusieurs kilomètres, et cela prendra encore plusieurs jours.

Du côté de l'Etat, comme pour les sabotages du réseau TGV il y a trois



jours, **c'est le parquet de Paris qui s'est saisi de l'affaire à travers sa Juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée (Junalco)**. Il a ouvert une enquête pour « *dégradations commises sur des dispositifs de relais de télécommunications* » dans la nuit de dimanche à lundi, au titre de « *détérioration de biens de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation* », « *atteintes à un système de traitement automatisé de données en bande organisée* » et « *association de malfaiteurs en vue de commettre ces crimes et délits* ». Les investigations ont été confiées à la Sous-direction anti-terroriste (SDAT) de la police judiciaire et à la Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN).

Enfin, histoire de nous rafraîchir la mémoire, les journaflics ont tenu à nous rappeler qu'en avril 2022, une action coordonnée avait déjà frappé les réseaux de SFR et Free, en coupant l'accès aux autoroutes d'internet sur une bonne partie du territoire.¹ [*Rappelons aussi le sabotage coordonné, en octobre 2022, entre Marseille et Aix-en-Provence ayant affecté l'internet mondial, cf. p. 42*]. Et pour conclure, après ces nouveaux sabotages contre des infrastructures critiques, c'est à présent « *la piste de groupuscules anarchistes violents, liés à l'ultragauche [qui] est explorée en raison du mode opératoire et de la symbolique des cibles* », selon un fidèle porte-parole des flics (Le Parisien, 29/7). Ou, dit encore autrement, « *alors que les épreuves de Paris 2024 battent leur plein, les forces de l'ordre sont lancées dans un vrai marathon pour intercepter les fossoyeurs du rêve olympique* » (Le Figaro, 30/7).

[Synthèse de la
presse régionale
et nationale, 30
juillet 2024]

Paru sur le blog
sansnom.noblogs.org, le 30 juillet
2024

¹Cf *Des épines dans le pied de la domination*, p.40, et *Dans une optique différente*, p. 35.



Allemagne : double sabotage de la ligne ferroviaire Brême-Hambourg (31 juillet 2024)

Est-ce un clin d'œil anonyme à la *délégation inattendue* qui avait mis en tilt une bonne partie du trafic ferroviaire hexagonal quelques heures avant la cérémonie d'ouverture des JO de Paris, ou un heureux hasard du calendrier ? Toujours est-il que quelques jours plus tard, la nuit de dimanche à lundi 29 juillet, un double sabotage a paralysé une partie des trains à grande vitesse allemands.

Le premier incendie volontaire s'est produit vers 4h du matin dans le quartier de Bürgerpark à Brême, cramant un puits de câbles le long de la voie ferrée. Quant au second incendie, qui a eu lieu la même nuit, il a touché les câbles d'une voie ferrée près de Hambourg, à 150 kilomètres de là. Conclusion pour les deux grandes villes industrielles et commerçantes du Nord de l'Allemagne ? Les trains à grande vitesse ICE entre la région de Rhénanie du Nord-Westphalie et Hambourg n'ont pas pu atteindre la gare centrale de Brême, tandis que les trains longue distance du sud-ouest vers Hambourg ont également été déviés. Idem concernant l'opérateur ferroviaire régional metronom, dont les trains ont affiché des retards importants et des annulations partielles tout au long de la journée.

Les dégâts n'ont été réparés que lundi soir vers 19h, avec toujours des retards partiels. Et puisqu'il semble impératif de chaque côté du Rhin que rien ne vienne perturber le train-train d'un été olympique, c'est la Sécurité de l'État (*Staatsschutz*) qui a été chargée de l'enquête, afin de se concentrer sur les « motifs politiques » qui pourraient se trouver derrière ce double sabotage.

[Synthèse de la presse allemande (Norddeutscher Rundfunk),
31 juillet 2024]

Paru sur le blog *sansnom.noblogs.org*, le 31 juillet 2024

Allemagne : plein de bonnes raisons de saboter le réseau ferroviaire ! (3 août 2024)

[La nuit de dimanche à lundi 29 juillet, un double sabotage de câbles le long des voies ferrées à Brême et à Hambourg a paralysé une partie des trains à grande vitesse allemands. Une attaque dont nous avons déjà rendu compte ici [cf. page précédente], à laquelle il faut désormais ajouter un autre sabotage identique à Berlin la nuit de jeudi à vendredi 1er août vers 3h, dans le quartier de Charlottenbourg. Selon la compagnie ferroviaire allemande, la Deutsche Bahn, plusieurs aiguillages et signaux sont hors-service entre la gare centrale de Berlin et Berlin-Spandau suite à l'incendie volontaire de plusieurs mètres de câbles sur un pont, provoquant des centaines d'annulations et retards de trains tant régionaux qu'à grande vitesse, qui vont durer au moins tout le week-end.

Le 2 août, un communiqué a été publié sur de.indymedia revendiquant les attaques contre le réseau ferroviaire à Brême, Hambourg et Berlin, dont nous livrons ici une traduction de l'allemand, et qui salue en passant la délégation inattendue et les saboteuses qui ont successivement allumé la flamme olympique dans les regards de câbles de la SNCF puis dans ceux du réseau internet et des antennes-relais...]

Attaquer l'infrastructure de la Deutsche Bahn – saboter la guerre et le colonialisme

Cette semaine, des attaques incendiaires contre l'infrastructure de la Deutsche Bahn [DB, SNCF allemande] ont eu lieu à Brême, Hambourg et Berlin. Les pannes provoquées par ces attaques permettront, souhaitons-le, de créer des interruptions efficaces dans la routine capitaliste. Le groupe ferroviaire public constitue, comme aucune autre entreprise, la colonne vertébrale et les artères vitales de l'économie allemande, en lui fournissant le carburant qui l'alimente et la fait tourner : chaque jour, des tonnes

de matières premières pillées dans le monde entier sont acheminées par rail via sa filière fret, *DB Cargo*, vers les ateliers et usines des grandes industries de l'acier, de la chimie ou de l'automobile, pour satisfaire l'appétit insatiable en biens de consommation et en matériaux de construction de cette société.

En même temps, nous sommes au milieu d'un vaste processus de transformation, de l'ère des énergies fossiles vers un monde hautement technologisé et électrifié, que le gouvernement fédéral nous vend sous le terme trompeur de « transition énergétique ». La logistique de la *Deutsche Bahn* joue un rôle-clé dans ce processus. Elle développe par exemple actuellement des solutions de transport pour les batteries à hydrogène et au lithium afin de stimuler le développement d'une économie « verte » en Allemagne, et de rendre le pays attractif pour les entreprises qui souhaitent s'implanter et investir dans de nouvelles technologies. La gigafactory de *Tesla* à Berlin-Grünheide est sans doute l'exemple le plus connu et le plus controversé à ce jour de cette folie mensongère. Cela va de pair avec l'émergence et l'expansion de projets extractivistes et de nouvelles voies de transport, afin de convoier les ressources convoitées et disputées telles que le cobalt, le lithium, le nickel, le cuivre ou le silicium, indispensables aux technologies prétendument durables, des mines vers les usines de traitement et les sites de production. Alors que la politique et l'industrie en espèrent de nouveaux marchés et des affaires lucratives, cette évolution signifie surtout une chose pour la planète : la progression vers sa destruction généralisée. Désormais, avec son label vert et au nom de la protection du climat, **Deutsche Bahn** est à l'avant-garde de ce mouvement.

Quand les trains s'arrêtent, les processus finement programmés de ce système d'exploitation et de destruction sont interrompus et ralentis.

Mais la *Deutsche Bahn* est bien plus qu'une entreprise civile qui se contente de transporter des marchandises et de la main d'œuvre d'un point A à un point B. Le **réseau ferroviaire de DB est aussi un élément central de l'infrastructure militaire utilisé par l'armée allemande (*Bundeswehr*) et par l'OTAN** pour déplacer leurs troupes. Avec les autoroutes, il constitue l'infrastructure de base pour le transport d'armements comme les chars ou des équipements militaires lourds vers le monde entier et sur des théâtres de guerre actifs.

Cette année, l'Allemagne est le point de départ de plusieurs exercices militaires de l'OTAN. Ceux-ci visent principalement à déplacer des dizaines de milliers de soldats de l'OTAN et leur matériel de guerre vers le « flanc est ». La *Bundeswehr* allemande dirige plusieurs de ces exercices militaires à grande échelle, et l'Allemagne devient ainsi une plaque tournante pour le transfert de troupes et d'équipements militaires de la mer du Nord et de l'Europe occidentale vers la Scandinavie, les pays baltes ou les Balkans. Avec ces exercices, l'OTAN et la Suède veulent jouer au scénario d'une attaque russe et affirmer « une démonstration claire de notre unité, de notre force et de notre détermination à nous défendre mutuellement » (Commandant suprême des forces alliées en Europe, Christopher Cavoli).

Le réseau ferroviaire de la *Deutsche Bahn* fait partie de l'infrastructure militaire de l'OTAN. Lorsque la DB est attaquée, c'est l'infrastructure de la guerre et de la production d'armements qui est attaquée.

Cependant, la *Deutsche Bahn* n'est pas seulement un acteur de la guerre dans ce pays : elle profite aussi des projets coloniaux et destructeurs de l'environnement dans le Sud global. Sa branche *DB Consulting & Engineering* a conseillé le ministère mexicain du Tourisme dans le cadre du projet « Tren Maya » et agit en arrière-plan en tant qu'opérateur fantôme. Le *Tren Maya* est un projet ferroviaire de 1.500 kilomètres couplé à une infrastructure autoroutière dans le sud-est du Mexique, qui relie plusieurs États fédéraux à l'enfer touristique de Cancún, et pour lequel de nombreux hectares de forêt vierge ont déjà été rasés à blanc. En outre, de nombreuses cénotes, ces grottes reliées entre elles et contenant d'énormes réserves d'eau douce, seront détruites et littéralement dynamitées pour ce projet de construction. Celles-ci ne sont pas seulement importantes pour l'approvisionnement en eau, mais ont également une grande importance culturelle pour la population autochtone locale. Le projet vise à drainer des vacanciers vers des régions jusqu'ici peu touristiques et exploitées, et ouvrir la région au tourisme de masse et à de nouveaux investissements. Le *Tren Maya* est également géré par l'armée mexicaine et sert à poursuivre la militarisation de la région et de la frontière sud du pays.

Au Brésil, la *Deutsche Bahn* est aussi impliquée dans de nombreux projets coloniaux : un immense port d'exportation en eau profonde doit être construit sur l'île de Cajual, à l'est de l'Amazonie, comprenant une nouvelle

ligne ferroviaire privée de 520 km de long (EF-317).. Celle-ci servira à acheminer les matières premières exploitées de l'intérieur du pays, comme le cuivre, le minerai de fer, le soja ou l'hydrogène, vers la côte atlantique afin qu'elles puissent être exportées plus rapidement vers le Nord global. La branche de la Deutsche Bahn « *DB E.C.O. Group* » participe à ce projet et le qualifie bien entendu de « durable ». Ce qui est durable, c'est tout au plus la destruction de l'environnement engendrée par ce projet. Grâce à ce dernier, la *Deutsche Bahn* tire profit de la déforestation de la forêt tropicale en Amazonie et de l'expulsion brutale des communautés indigènes qui en résulte. Le port d'exportation menace également l'immense biodiversité des mangroves avoisinantes. La ligne ferroviaire prévue traverse diverses communautés autochtones, dont certaines sont isolées. La région du Maranhão, traversée par la voie ferrée, est la zone où le taux de violence envers les populations indigènes est le plus élevé, et ce projet de construction va intensifier cette violence et cet accaparement des terres.

La Deutsche Bahn profite de la destruction de l'environnement mondial et des projets coloniaux. Ces projets coloniaux sont synonymes de militarisation et d'accaparement des terres, c'est-à-dire de guerre.

C'est pourquoi la DB n'est pas seulement un acteur militaire en Europe, dans la mesure où elle transporte des troupes, du matériel de guerre et des exportations d'armes, et profite ainsi des guerres actuelles et futures, mais elle est également un acteur mondial dans la destruction de l'environnement et de l'exploitation coloniale, l'accaparement des terres et la militarisation par le biais de ses projets dans les pays du Sud.

Sabotons les infrastructures militaires et colonialistes dans le monde entier !

CONTRE LA PAIX CAPITALISTE – CONTRE LA GUERRE CAPITALISTE !

Des salutations vers la France, à la *délégation inattendue* et aux autres saboteur.es qui ont allumé la flamme olympique dans les regards de câbles de la SNCF et des fournisseurs d'accès à Internet.

Paru sur le blog *sansnom.noblogs.org*, le 3 août 2024

Saint-Amand-sur-Ornain (Meuse) : Sabotage voie ferrée – TRAIN TO NOWHERE (9 août 2024)

Au cours de l'été, nous avons déformé un rail à l'aide d'un cric hydraulique bouteille **sur l'ancienne voie ferrée** entre Nançois-Tronville et Gondrecourt-le-Château. Nous avons précisément choisi d'opérer entre Tréveray et Saint-Amand-sur-Ornain, non loin du champ où se tiendra le festival de résistance à Cigéo les Burelesques du 16 au 18 août prochain.

D'ici quelques années, la SNCF prévoit de remettre en service ces rails afin qu'ils acheminent les déchets nucléaires que l'Etat voudrait enfouir à Bure. Des concertations publiques s'étaient tenues en 2022 à propos de ce projet de voie ferrée, et des sous-traitants de la SNCF ont depuis commencé les prises de mesure sur le tracé. Il s'agirait de 36 km d'une ancienne voie ferrée réhabilitée, passant en plein milieu des villages (laisant peut-être présager une future étape d'expropriations d'ici quelques années ?). L'ANDRA prévoit aussi le convoi de 6 trains radioactifs de 100 mètres de long à 40km/h par mois pendant 100 ans.

Plus au sud de la Meuse, entre l'actuel « laboratoire de recherche » de Bure-Saudron et Gondrecourt-le-Château, l'ANDRA avance ses pions concernant un autre portion de la voie ferrée. Début 2024, l'Agence Nationale de gestion des Déchets RadioActifs a lancé la procédure d'expropriation des terrains qu'elle souhaiterait transformer en voie ferrée (portion qu'elle nomme « Installation Terminale Embranchée »), amenant dans un premier temps les matériaux pour la phase de chantier du plus gros projet industriel d'Europe, puis, à terme (tout en poursuivant le chantier), les déchets jusqu'à la descenderie du projet Cigéo pour les enfouir pour l'éternité à 500 mètres sous terre.

L'action que nous avons menée répond aussi à l'appel à semaine d'actions « Train to nowhere » – du 11 au 17 août 2024- en solidarité contre la ligne de Botnie du Nord, « une voie ferrée dont la construction vient de commencer le long de la côte de la région de Sápmi occupée par la Suède. Ce projet s'inscrit dans la continuité de plusieurs centaines d'années de colonisation brutale des peuples et des terres de Sápmi. Les industries extractives prospèrent grâce à l'augmentation de la demande de matières

premières suite à la soi-disant « transition verte ». C'est pourquoi elles ne cessent d'insister sur l'importance et l'urgence de la ligne de chemin de fer. Il en va de même pour l'État suédois et l'Union européenne. »

Ce n'est pas seulement depuis les attaques contre les lignes TGV à l'occasion de l'ouverture des Jeux Olympiques que les actions de sabotage sur le réseau ferroviaire, en tant que moyen de lutte politique, connaissent une conjoncture réjouissante ces dernières années. C'est pourquoi nous tenons à préciser que la méthode que nous utilisons n'est absolument pas adaptée pour arrêter des trains et qu'elle peut entraîner des accidents graves ! En cas d'utilisation sur une ligne active, il est impératif de garantir l'interruption préalable de la circulation des trains par des moyens appropriés¹.

La ligne que nous avons sabotée n'est actuellement pas en service. Notre objectif était d'une part de rendre plus difficile sa remise en état prévue, et d'autre part de marquer le tronçon de ligne attaqué comme faisant partie intégrante de Cigéo et donc comme cible légitime de notre résistance. Nous souhaitons profiter de l'occasion pour nous joindre à l'appel à la campagne² lancé par « les trois brigantes » (mars 2023), pour cibler la SNCF en tant qu'acteur actif de l'industrie nucléaire et pour l'attaquer massivement au plus tard au moment du début physique des travaux de réhabilitation.

Partout où l'ANDRA souhaite transformer ce territoire en décharge et en convoi de la radioactivité, opposons-nous à travers des festivités, des sabotages, des réunions publiques, des manifestations, des occupations et des blocages. Ne les laissons pas passer.

**Pas de trains castors, ni ici ni ailleurs.
Pas de nucléaire, ni ici ni ailleurs.**

Paru sur lille.indymedia.org, le 9 août 2024

1 Voir la brochure *Trainstopping, intervention dans les transports ferroviaires. Blocage et sabotage du trafic ferroviaire dans le contexte du mouvement antinucléaire*.

2 cf. *Action directe contre le nucléaire et son monde de merde* p. 47.

APPENDICES

Game-Over à Gameville (26 juillet 2024)

Dans la nuit du 25 au 26 juillet, à Saint Orens de Gameville, **nous avons incendié une antenne relais, et un nœud de raccordement de fibre optique et taggué « No J.O. »** sur la tour qui hébergeait les câbles.

Il n'y a pas de trêve olympique. Le mitraillage rhétorique du gouvernement sur l'apaisement par le sport, aux niveaux géopolitique comme parlementaire, s'accompagne du bombardement militaire de par le monde et d'une guerre contre les populations.

De quelle trêve, de quel apaisement parlons-nous ? Du déplacement des populations les plus marginalisées, de la présence policière accrue dans la capitale, du développement de la surveillance panoptique tous azimuts, à base d'implantations de nouvelles caméras de vidéosurveillance et de recours répressif à l'intelligence artificielle ?

Ou encore du transfert massif d'argent public vers le privé, une situation qui en 2004 avait ruiné la Grèce et précipité son naufrage dans la crise financière et l'austérité.

Quelle trêve, aussi, pour les prisonniers kanaks déportés dans les geôles françaises, et dont on refuse l'autonomie politique pour que nos compagnies minières puissent continuer à se gaver de nickel là-bas ? Il faut bien se garantir une place au soleil pour les nouveaux marchés de la voiture électrique et de la green tech.

C'est aussi pourquoi nous avons visé un nœud de raccordement de fibre optique, un maillon essentiel de la restructuration capitaliste et de la guerre technologique en cours.

Derrière la célébration des athlètes courant au coude à coude, s'accablent les bombes de la guerre mondiale. Derrière chaque sourire sportif, une canine aiguisée, derrière chaque médaille, la misère et la ruine.

Les attaques ont déjà commencé à chanter contre ces festivités cyniques. Au stade comme dans la vie, prenons le virage de la résistance.

Des mauvais joueurs

Paru sur iaata.info, le 26 juillet 2024

Nord-Sud-Est-Ouest (fin juillet 2024)

Le soir du 25 juillet dernier, à Paris, l'excitation est à son comble. (Presque) tous les yeux étaient tournés vers la *Ville Lumière* : le lendemain devait être un grand jour, celui de l'ouverture officielle de la 33^{ème} édition des Jeux Olympiques. Les organisateurs avaient pré-annoncés une inauguration à la hauteur de la *grandeur* française, – un défilé « audacieux, original, unique » sur la Seine. Le souvenir désagréable de la précédente édition japonaise, reportée d'un an à cause d'une petite maladie et ayant finalement eut lieu devant des gradins vides, devait être oublié. Cette fois, rien ne pourrait empêcher le retour somptueux des Jeux dans la patrie de leur créateur, le baron De Coubertin. Ni un éco-système éreinté par des siècles d'industrialisme, ni un génocide en cours.

«Et si jamais, par quelque malchance, il se produisait d'une façon ou d'une autre quelque chose de désagréable, eh bien, il y a toujours le soma qui vous permet de prendre un congé, de vous évader de la réalité. Et il y a toujours le soma pour calmer votre colère, pour vous réconcilier avec vos ennemis, pour vous rendre patient et vous aider à supporter les ennuis. »

Pour garantir le déroulement régulier de la manifestation sportive, c'est-à-dire l'ingestion planétaire de *soma* sportif, les autorités françaises avaient pris des mesures de sécurité exceptionnelles : 45 mille agents répartis dans toute la ville, 18 mille militaires, 200 forces spéciales (la moitié dans le rôle de sniper sur les toits de la capitale française), une centaine de plongeurs. En plus de ça, un déploiement de drones et des barrières maritimes visant à empêcher le déplacement illégal de petite embarcation à travers La Manche, le déploiement d'une unité de missile terre-air pour sécuriser la zone, la fermeture de l'espace aérien sur la capitale survolée uniquement par des hélicoptères militaires. Et puis la collaboration avec les services secrets de 80 pays, la présence d'agents de police provenant de dizaines de pays, ainsi que 2 mille agents de sécurité privée. Et encore, le contrôle des eaux usées à la recherche de virus, l'installation de sonar aquatiques, un système de vidéosurveillance basé sur les algorithmes de l'Intelligence Artificielle. Tout cela autant pour donner une idée de l'importance de l'événement, que pour faire comprendre combien il était indispensable qu'à partir du 26 juillet, à Paris, *rien ne devait, rien ne doit et rien ne devra arriver.*

«Le monde est stable, à présent. Les gens sont heureux ; ils obtiennent ce qu'ils veulent, et ils ne veulent jamais ce qu'ils ne peuvent obtenir. Ils sont à l'aise ; ils sont en sécurité [...]. Ils sont conditionnés de telle sorte que, pratiquement, ils ne peuvent s'empêcher de se conduire comme ils le doivent. Et si par hasard quelque chose allait de travers, il y a le soma...»

Et pourtant... *merde !* – la matinée du 26 l'ambiance était ruinée. Certainement pas par les pluies diluviennes déjà prévues pour la soirée. Non, le problème est tout autre : si Paris est le centre de la France, la France ne consiste pas seulement en sa capitale. Chaque centre, par définition, a sa périphérie. Clôturer, défendre, surveiller chaque mètre carré d'un centre est une ambition à la portée de toutes les arrogances. Mais nul ne peut prétendre en faire autant avec une périphérie qui, dans ce cas, s'étend jusqu'à aux frontières. Un territoire que, par commodité, on peut subdiviser sur la base des quatre points cardinaux.

Et bien, dans la nuit du 25 au 26 juillet, à quelques heures de l'ouverture des *circenses* modernes, à Paris même et aux quatre points cardinaux de l'hexagone, *quelque chose est arrivé*. Une petite chose, mais à l'impact énorme. De petits sabotages de la ligne ferroviaire à Haute Vitesse – réussi au centre, au nord, à l'ouest, à l'est, raté au sud – qui ont bloqué durant de longues heures la circulation en direction de la capitale.

Incroyable, n'est-ce pas ? Quelques bouteilles incendiaires ont suffi, quelques pinces coupantes et un promenade nocturne passionnée entre individus complices pour briser l'enchantement, plus encore, la véritable sorcellerie qui rend acceptable l'aberrante condition humaine.

«Je ne comprends rien, dit-elle avec décision, déterminée à conserver intacte son incompréhension. – Rien. Et ce que je comprends encore le moins de tout, continua-t-elle sur un autre ton, c'est pourquoi vous ne prenez pas de soma quand il vous vient de vos idées épouvantables. Vous les oublieriez totalement. Et, au lieu de vous sentir misérable, vous seriez plein de gaieté. Oui, tellement plein de gaieté !... répéta-t-elle...»

Ils n'y comprennent rien. Comment est-il possible que quelqu'un ait cherché à empêcher à 800 000 potentiels spectateurs d'être *présents et heureux* cette fin de semaine, assis dans les stades à brandir les petits drapeaux de leur nation, si désireux d'entonner leur hymne nationale ? Comment peut-il bien venir à l'esprit de quelqu'un de ruiner les vacances de personnes propres sur elles, aux honnêtes travailleurs qui jour après jour font avancer cette société infâme ? Les grands et les petits animateurs du Spectacle n'y comprennent absolument rien. Pourtant, des personnages importants aux figurants, tous se sont indignés.

Le ministre des Transports français, par exemple, a qualifié le sabotage des lignes de haute vitesse d'« action criminelle scandaleuse », tandis que pour son collègue, le ministre des Sport, il s'agissait d'une attaque contre les athlètes et leur patrie : « C'est les Jeux des athlètes qui en rêvent depuis des années et qui se battent pour le Graal de monter sur ces podiums, et on va leur saboter ça eux ! Jouer contre les Jeux, c'est jouer contre la France, c'est jouer contre son camp, c'est jouer contre son pays ». Que soit envisageable l'accusation de haute trahison, le jeune leader du parti d'extrême droite le soutien lui aussi, lui qui est d'accord par ailleurs avec une experte des chantiers ferroviaires qui parle d' « attentat contre la liberté de partir en vacances ». Un concept partagé entre autres par le directeur général de la SNCF, selon lequel « ce sont les français qui sont attaqués ».

Mais par qui ? Bah, selon lui par... par... par une « bande d'illuminés, d'irresponsables » ! Une secte de fous, en somme. Tandis que pour le ministre de l'Intérieur, la coupure et l'incendie des cables de fibres optiques qui longent les voies de chemin de fer sont « un mode d'actuon traditionnelle de l'ultra-gauche ». Mais il y en a aussi qui ont évoqué l'ingérence étrangère, comme par exemple le ministre des affaires étrangères israélien dont la langue frappe contre une dent douloureuse : à l'écouter le sabotage « a été planifié et exécuté sous l'influence de l'axe du mal de l'Iran et de l'islam radicale ». Carrément ? Mais il faut comprendre le délire des pairs israéliens de von Ribbentrop. Il sait bien que le 26 juillet dernier était le 294ème jour du génocide des palestiniens...

« – Mais c'est épouvantable ! – répétait-elle sans fin, et toutes les consolations de Bernard furent vaines. C'est épouvantable ! Ce sang ! Elle frémit. – Oh ! si j'avais mon soma ! »

Quand on parle d'Olympiades, le chœur est unanime : une grande fête sportive, amitié et fraternité entre les peuples, trêve olympique, culte du dévouement et de l'effort... Un alignement des points de vue si enraciné qu'il rend inimaginable que quelqu'un puisse non seulement refuser de penser que *l'important c'est de participer* (à la compétition, à la quête de succès, à la mesure du temps, au culte de la simple force physique, à l'apologie du nationalisme...), mais qui a en plus la hardiesse d'interrompre ce chœur zélé, conscient que *l'important c'est d'empêcher de participer*. De participer à la reproduction sociale.

Et voilà que de la nuit du désir surgissent les ombres de ceux qui ne se présentent pas aux élections, de ceux qui ne fréquentent pas les plateaux télévisés, de ceux qui ne lancent pas et ne dirigent pas des mouvements sociaux ou des partis politiques, de ceux qui n'adressent aucun sourire complaisants. Parce qu'ils méprisent tout public, parce qu'ils veulent mettre fin à toute représentation. Et n'hésitent pas, pour cela, à mettre les pieds dans

le plat. Contre tout bon sens, contre tout calcul politique.

« Mais vous plaît-il d'être des esclaves ? disait le Sauvage au moment où ils pénétrèrent dans l'Hôpital. Son visage était empourpré, ses yeux flamboyants d'ardeur et d'indignation. – Vous plaît-il d'être des bébés ? Oui, des bébés, vagissants et bavants, ajouta-t-il exaspéré par leur stupidité bestiale, au point de lancer des injures à ceux qu'il était venu sauver. – Les injures rebondirent sur leur carapace de stupidité épaisse ; ils le dévisageaient, les yeux pleins d'une expression vide de ressentiment hébété et sombre. – Oui, bavants, vociféra-t-il franchement. – La douleur et le remords, la compassion et le devoir, tout cela était oublié à présent, et en quelque sorte absorbé dans une haine intense qui dominait tout à l'égard de ces monstres moins qu'humains. – Vous ne voulez donc pas être libres, être des hommes ? Ne comprenez-vous même pas ce que c'est que l'état d'homme, que la liberté ? – La rage faisait de lui un orateur cohérent ; les mots arrivaient facilement, en flux serré. – Vous ne comprenez pas ? répéta-t-il, mais il ne reçut pas de réponse à sa question. – Eh bien, alors, reprit-il d'un ton farouche, je vais vous l'apprendre : je vous imposerai la liberté, que vous le vouliez ou non ! »

A droite, au-delà des hypocrisies théâtrales, personne n'en a rien à faire de la liberté ; ce qui compte pour eux c'est uniquement d'imposer l'ordre. Mais la gauche, par-dessus-tout l'extrême gauche, quand elle ne cherche pas à sécher les larmes et la sueur en exhortant à la résilience, se complait de temps en temps à se comporter en défenseur de la liberté. Du moment que cette liberté soit rigoureusement conjuguée au pluriel, comme œuvre stratégique collective de conquête de droits supplémentaires. Eh bien, cette gauche, fière de ses succès électoraux et assoiffées de composition militante, comment a-t-elle réagit aux sabotages ayant eu lieu ? Dans les palais on passe de l'indignation socialiste (« Cette déstabilisation, c'est du sabotage, c'est remettre en discussion l'image de la France ») à la sénilité indomptée (« Nous dénonçons ces actes volontaires et nous envoyons tout notre soutien aux cheminots mobilisés sur le terrain et qui travaillent jours et nuits pour garantir le retour à la normale aussi vite que possible »). Dans les rues, silences embarrassés d'un côté, ne ressortent que les clins d'œil embarrassés et nauséabonds de ceux qui se dépêchent de préciser que le sabotage est « au service d'un monde meilleur » (comme l'a enseigné Mao, et l'ont appris les actuels petits chefs du mouvement).

« Distribution de soma, cria une voix forte. En bon ordre, s'il vous plaît. Dépêchez-vous un peu, là-bas. »

Après les actes de sabotages, le ministre des Transports a assuré que des « moyens considérables » ont été mis en œuvre pour « renforcer » la

surveillance des 28.000kms à travers lesquels se déploie le réseau ferré français ! « un millier d'agents de manutention de la SNCF », ajoutés aux « 250 agents de la police ferroviaire », avec le soutien de 50 drones et d'hélicoptères de la Gendarmerie, veilleront « jusqu'à nouvel ordre » sur le retour à la normalité.

Ah, le retour à la normalité, obsession de tous les politiciens : que tout redevienne comme auparavant, le réveil tôt le matin et la fatigue du soir, l'exploitation au travail et de la vie, les bavardages idiots entre collègues et amis, la dévastation des écosystèmes et des imaginaires, les queues aux feux rouge et aux caisses des supermarchés, la répression des protestations et des désirs, le divertissement télévisuel et numérique, le massacre des populations et des rêves, le loyer à payer et les factures à régler, la surveillance totales des espaces et des pensées, le choix du cinéma ou du local où aller, la domestication de tout élan et de toute singularité, les marchandises à vendre ou à acheter, le respect et l'obéissance pour les institutions.

Voilà la normalité à rétablir. Et ceux qui osent la défier sont menacés de potentielles condamnations jusqu'à 20 ans de prison !

« Tout à coup, de la Boîte à Musique Synthétique, une Voix se mit à parler. La Voix de la Raison, la Voix de la Bienveillance. Le rouleau d'impression sonore se dévidait pour servir le Discours Synthétique Numéro Deux (Force Moyenne) Contre les Émeutes. Jailli du fond d'un cœur non existant. « Mes amis, mes amis ! dit la Voix d'un ton si touchant, avec une note de reproche si infiniment tendre que, derrière leurs masques à gaz, les yeux des policiers eux-mêmes s'embuèrent momentanément de larmes – que signifie donc tout ceci ? Pourquoi n'êtes-vous pas tous réunis là, heureux et sages ? Heureux et sages, répéta la voix, en paix, en paix. » – Elle trembla, s'amortit dans un murmure, et expira un instant. – « Oh ! comme je désire que vous soyez heureux, reprit-elle, pleine d'une ardeur convaincue. Comme je désire que vous soyez sages ! Je vous en prie, je vous en prie, soyez sages et... » Au bout de deux minutes, la Voix et les vapeurs de soma avaient produit leur effet. »

Non, parler a trop duré. La normalité, déjà définitivement finie avec la pandémie de servitude volontaire, ne ressurgira certainement pas au milieu d'un bain de sang. Cette impitoyable civilité de massacreurs et d'influencer ne connaîtra aucune pitié. Après avoir mis le couteau sous la gorge à n'importe qui et avoir commencé à étripier les damnés de la terre, les Seigneurs et leurs larbins vont-ils jusqu'à prétendre être traités avec courtoisie et bonnes manières ? La normalité, celle de l'autorité et de l'argent, ils peuvent l'oublier pour toujours.

Et en effet, dans la nuit du 28 au 29 juillet, une nouvelle vague de sabotages a frappé la France. Cette fois, ce sont les autoroutes de fibre optique qui sont coupés dans au moins dix départements, au nord et au sud du pays, détériorant cette fois une *épine dorsale* d'internet : à savoir un réseau

de *backbone*, en l'occurrence celui de l'opérateur d'infrastructure SFR, utilisée pour connecter à haute vitesse de nombreux réseaux à l'intérieur d'un réseau plus grand. Voilà pourquoi ces nouveaux sabotages ont aussi eut des conséquences sur de nombreux autres opérateurs des télécommunications.

Pour la secrétaire de l'État responsable du Numérique il s'agit d' « actions lâches et irresponsables », tandis que la Fédération Française des Télécommunications « condamne fermement cet acte de vandalisme qui frappe la vie des Français, au moment où le monde entier a les yeux tournés sur les Jeux Olympiques et Paralympiques ».

« Aussi, l'usage du soma n'était-il pas un vice personnel, mais bien une institution politique, l'essence même de la Vie, de la Liberté et de la Poursuite du Bonheur garanties par la Déclaration des Droits. Mais ce privilège inaliénable des sujets, précieux entre tous, était en même temps l'un des instruments de domination les plus puissants dans l'arsenal du dictateur. L'intoxication systématique des individus pour le bien de l'Etat (et, incidemment, pour leur propre plaisir) était un élément essentiel du plan des Administrateurs Mondiaux. La ration de soma quotidienne était une garantie contre l'inquiétude personnelle, l'agitation sociale et la propagation d'idées subversive »

Si « les esclaves heureux sont les pires ennemis de la liberté », la raison pour laquelle ce bonheur doit être ruiné ne fait pas l'ombre d'un doute. Si les infrastructures techniques dispersées sur tout le territoire sont nécessaires pour diffuser la voix du commandement et l'algorithme de l'obéissance, l'urgence de leur démolition est plus qu'explicite. Tout cela n'a rien de politique, c'est vrai, mais laissons les mendiants de droits constitutionnels suivre les voies institutionnels. Tout cela n'a besoin d'aucun consensus populaire, c'est vrai, mais n'a besoin que qu'un peu de volonté et le concours des étoiles.

N'est-ce pas là ce qu'il reste de merveilleux ?

Traduit de l'italien depuis le site *abirato.net*, fin juillet 2024

Dans une optique différente (30 avril 2022)

« Je ne saurais pas quoi faire sans téléphone portable, je me sentirais perdue. Tout mon monde est dedans. » Ces mots, prononcés il y a quelques années par une jeune fille, sont devenus ceux de générations entières, de populations entières. Ils ont tout leur monde dans la main, commodément stocké dans un brillant appareil électronique connecté 24 heures sur 24. Toute la connaissance, la mémoire, les affects, les rendez-vous, les loisirs... à portée de clavier. Pour se souvenir de son passé, pour connaître son présent, pour planifier son avenir – clic, clic, clic.

Et si cet appareil cessait de fonctionner ? Si à 'improvisiste, peut-être par une chaude nuit de printemps, on ne savait plus en quoi consistent nos journées sur cette terre ? Si nous n'avions plus à disposition un appendice technique externe vers lequel nous tourner, comme vers un oracle, pour savoir quoi dire, faire, regarder, penser, embrasser, et que nous restions seuls avec nous-mêmes ? Mourrions-nous d'ennui en constatant la vacuité de notre être une fois privé de son paraître ? Ou expérimenteriez-vous enfin ce qui brûle vraiment dans notre cœur et dans notre tête ? Crèverions-nous en haletant comme des poissons hors de l'eau, ou renaîtrions-nous en souffrant comme à la fin d'une cure de désintoxication ?

Ce n'est pas un programme politique quantitatif avec lequel recueillir un consensus ; il n'a pas besoin de partis, d'assemblées, de militants. C'est un pari vital qualitatif avec lequel lancer un défi ; il a besoin d'individus, d'affinités, de détermination.

Il y a quelques jours, au soir du dimanche 24 avril, le résultat tant attendu des élections présidentielles en France a été rendu public. Pour la deuxième fois consécutive, c'est Emmanuel Macron qui siégera à l'Élysée. L'éborgneur (surnom qu'il a gagné sur le champ de bataille) n'a certes pas recueilli un triomphe, mais ça a néanmoins été une victoire écrasante sur son éternelle adversaire, la fille plus ou moins fière de son père. Le résultat était prévisible, car il est bien connu qu'il suffit d'agiter le croquemitaine de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite pour déclencher chez l'électeur ce réflexe conditionné qui pousse à se boucher le nez et à voter pour le candidat op-

posé. Un véritable ballottage cauchemardesque, celui entre la Peste et le Choléra, à tel point que dans les semaines précédant le premier tour du scrutin, jusque certains anarcho-crétins s'étaient mobilisés pour l'éviter, en faisant campagne en faveur du moindre mal. Une tactique pathétique qui, comme d'habitude, n'a pas fonctionné. La réélection de l'Eborgneur a immédiatement déclenché l'ire de ceux qui n'ont pas oublié les corps mutilés de manifestants laissés sur le trottoir ces dernières années par les forces de l'ordre. A Paris, Rennes, Toulouse, Marseille, Lyon... beaucoup sont descendus dans la rue dimanche soir pour inviter, de façon plus ou moins sauvage, Macron à se casser. Une invitation symbolique, une réaffirmation dans la rue du non-consensus déjà exprimé par la désertion des bureaux de vote, un témoignage de dissensus.

Les élections se sont toutefois terminées. Lundi 25, les médias rapportaient que l'expert en yeux crevés avait remporté 58,55% des voix, contre 41,45% pour l'héritière de l'Etripeur. Un résultat tout à fait virtuel, sans tenir compte de l'abstention, qui aurait atteint 28%. Apparemment, il s'agit du taux le plus élevé depuis les élections de juin 1969, les premières après la fameuse insurrection de mai.

Qui sait d'ailleurs combien de ces abstentionnistes étaient allés voir un film sorti en salles à l'époque et qui avait connu un certain succès, un film terminé en avril 1968 par l'enfant-terrible du cinéma français et mettait en scène un célèbre comique. Ce film narrait les vicissitudes d'un professeur de lycée qui, très contrarié par le désintérêt croissant de ses élèves, après avoir découvert que la cause de l'apathie des jeunes était la télévision, montait sur les toits de Paris pour en saboter les antennes. Quelle absurdité enfantine...

A présent qu'on ne va plus à l'assaut le ciel, on se vautre dans la boue. La démonstration pratique la plus terrifiante nous l'avons vue au cours des deux dernières années, lorsque des milliards de personnes n'ont pas hésité à échanger leur vie contre leur survie, le sentiment de liberté contre celui de sécurité. Face aux délations contre ceux qui se promenaient à l'air libre, aux demandes permanentes de laissez-passer sanitaire, à l'exclusion sociale de ceux qui refusaient de se faire inoculer une concoction pharmaceutique expérimentale, à la crédulité envers les mensonges les plus grossiers de la propagande scientifique – des aberrations reproduites à l'identique dans l'urgence de la guerre actuelle – comment peut-on encore rêver de la rencontre entre les sensibilités et les intelligences ? Quelles sensibilités, quelles intelligences ? Comment ne pas reconnaître, une fois pour toutes, que ce sont vraiment les « esclaves heureux qui sont les plus féroces ennemis de la liberté » ? Un constat terrible,

qui ébranle l'univers mental dans lequel nous avons grandi et auquel nous sommes habitués. Et qui, lorsqu'il ne nous plonge pas dans un découragement morose, ne peut que nous pousser sur des sentiers de terre à inventer, plutôt que de nous entêter à battre des routes goudronnées.

Disons-le brutalement : il ne sert à rien de vouloir exalter aux yeux des béotiens béats cette liberté qui, lorsqu'elle n'est pas totalement aliénée, est perçue par eux avec crainte comme une menace, ou avec mépris comme une « conception libérale » ou une « invention bourgeoise ». Il ne reste donc qu'une seule chose à faire : envoyer en ruines le bonheur de leur servitude.

La nuit de mardi à mercredi 27 avril, entre 3h et 5h du matin, plusieurs mains armées de pinces et de désirs ont tranché plusieurs câbles de fibre optique qui permettent la circulation des données électroniques, empêchant pendant plusieurs heures, si ce n'est des jours, l'accès à Internet dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Grand-Est et Île-de-France. Une série d' « actions malveillantes coordonnées d'une ampleur sans précédent » –selon la Fédération française des télécommunications– qui se sont produites presque simultanément en plusieurs points du territoire français, perturbant la connectivité numérique sur les axes Paris-Lyon, Paris-Strasbourg et Paris-Lille. « En vingt ans d'Internet, c'est la toute première fois que je vois une attaque physique d'une telle ampleur », a confié un expert anonyme au journal *Le Monde*. Les fibres coupées sont des fibres optiques particulières, interrégionales et à longue distance, également utilisées par les opérateurs locaux et internationaux et reliées à différents data centers, qui ne sont pas situées dans des armoires de rue, mais dans des regards souterrains spécifiques. Certains de ces câbles contiennent des centaines de fibres optiques les plus fines. Comme ces regards étaient situés dans des zones isolées, les saboteurs anonymes ont eu tout le temps non seulement de sectionner, mais aussi d'amputer des tronçons de câbles, rendant ainsi leur réparation plus longue et plus laborieuse.

L'élagage de ces câbles a produit un effet domino sur l'interconnexion. Et même si les dirigeants des compagnies de téléphonie tentent de minimiser l'impact de tels « actes de vandalisme », en rassurant sur l'invulnérabilité substantielle d'un réseau si étendu qu'il serait capable d'absorber la coupure de n'importe quel nœud, il va de soi que dans de telles circonstances, tout parcours alternatif où les données sont canalisées risque de se retrouver rapidement encombré, et donc de dysfonctionner. Comme a dû l'admettre un responsable des réparations, « les surcharges ont conduit à

des plantages supplémentaires, c'est difficile à gérer ». Ce qui deviendrait impossible si ces interruptions se multipliaient, se croisaient et se prolongeaient, dans le temps comme dans l'espace. On comprend aisément pourquoi le parquet de Paris a rapidement ouvert une enquête pour savoir qui avait voulu « porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation ». Parmi les fins journalistes, il y a ceux qui soupçonnent l'intervention d'espions russes, en supposant que Poutine a voulu lancer un avertissement pour la réélection de Macron, et ceux qui se consacrent à épilucher les publications de la pseudo ultragauche – qui comprend un peu de tout – en s'intéressant en particulier à un blog anarchiste (*Sansnom.noblogs.org*) ayant rédigé un titre qui, d'après eux, s'il « n'est pas une revendication, dénote à tout le moins une certaine jubilation ».

Ce n'est pas la première fois que se produisent en France des sabotages contre le réseau internet : des épisodes similaires s'étaient déjà passés en mai 2020, en plein confinement. Mais il s'agit là de la classique partie immergée de l'iceberg, car d'innombrables attaques se déroulent désormais presque quotidiennement sur tout le territoire français contre les infrastructures techniques de l'aliénation.

Faire tourner l'économie n'est qu'un des intérêts fondamentaux de la nation (c'est-à-dire de ceux qui la gouvernent). Mais frapper Internet n'empêche pas seulement de nombreuses entreprises de faire leur travail méprisable, cela entrave surtout l'approvisionnement permanent de ce qu'Aldous Huxley nommait le soma, et que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de Facebook, Netflix, YouTube, Instagram, Twitter... des drogues digitales dont (presque) personne ne semble pouvoir se passer, puisque désormais grâce à elles « vous êtes conditionné de telle sorte que vous ne pouvez vous empêcher de faire ce que vous avez à faire. Et ce que vous avez à faire est, dans l'ensemble, si agréable, on laisse leur libre jeu à un si grand nombre de vos impulsions naturelles, qu'il n'y a véritablement pas de tentations auxquelles il faille résister. Et si jamais, par quelque malchance, il se produisait d'une façon ou d'une autre quelque chose de désagréable, eh bien, il y a toujours le soma qui vous permet de prendre un congé, de vous évader de la réalité. Et il y a toujours le soma pour calmer votre colère, pour vous réconcilier avec vos ennemis, pour vous rendre patients et tolérants. »

Réconciliés avec nos ennemis, patients et tolérants, nous nous auto-enfermons à la maison, nous portons un masque qui n'est utile que pour nous empêcher de respirer, nous payons pour exhiber le permis de nous faire exploiter, nous faisons inoculer une mixture chimique qui ne nous donne aucune immunité et peut même s'avérer grave. Réconciliés avec nos ennemis, patients et

tolérants, nous agissons en spectateurs d'une guerre en prenant parti pour l'un ou l'autre chef d'État. Réconciliés avec nos ennemis, patients et tolérants, chaque jour nous nous laissons commander, contrôler, mettre en fiches, mesurer, protocoler, humilier.

Saboter l'internet ne signifie alors pas seulement perturber le cours des affaires, de la bureaucratie administrative, de l'appareil militaro-policiier. Cela signifie également saboter sans aucun scrupule ni aucun égard le bonheur des esclaves, y compris s'il agissait en partie de notre bonheur, en sachant que même dans le Nouveau Monde numérique «l'usage du [soma] n'était pas un vice personnel, mais bien une institution politique, l'essence même de la Vie, de la Liberté et de la Poursuite du Bonheur garanties par la Déclaration des Droits. Mais ce privilège inaliénable des sujets, précieux entre tous, était en même temps l'un des instruments de domination les plus puissants dans l'arsenal du dictateur... La ration de soma quotidienne était une garantie contre l'inquiétude personnelle, l'agitation sociale et la propagation d'idées subversives ».

Rien ne sera plus jamais comme avant ! ne peut être un simple slogan à afficher avant de participer à un énième rassemblement, à une énième assemblée, à une énième manifestation. Les expériences du passé restent instructives, à condition de ne pas les transformer en cantilènes consolateurs à répéter sans conséquences. Pour parler franchement, le passé ou le présent ne fournissent aucun modèle, aucun point de référence, aucun soutien – seulement quelques suggestions. Il n'y a pas de peuple à envoyer à la rescousse, il n'y a pas de prolétariat ou de mouvement social à organiser, il n'y a pas de classe dangereuse vivant en dehors et contre la bourgeoisie. Nous sommes en territoire hostile, à chaque instant. Obligés souvent de se cacher pour survivre, mais pas privés de la possibilité de tendre une embuscade à un ennemi de plus en plus colossal, et donc de plus en plus aux pieds d'argile.

Les merveilles de la nuit ne s'ouvriront qu'à ceux qui sauront marcher sous la lune dans la solitude, avec les idées claires, quelques connaissances, quelques outils et beaucoup de fureur. Sans miroirs dans lesquels se mirer ou à consulter.

Traduit de l'italien de Finimondo, 30 avril 2022 et publié
dans *Avis de tempêtes. Bulletin anarchiste pour
la guerre sociale*, n° 53, 15 mai 2022

Des épines dans le pied de la domination (26 juin 2022)

Depuis l'avènement de la société industrielle, son vocabulaire s'insinue dans le langage courant tandis que certaines de ses constructions se voient à leur tour désignées par des mots faisant référence à l'univers naturel. Parallèle automatique avec ce qui l'a précédée et a déjà été nommé, ou volonté délibérée de présenter comme naturels, incontestables et irrévocables, les prétendus « Progrès » de la civilisation à l'ère capitaliste ? Chacun, chacune se fera son idée ...

Toujours est-il que le terme « épine dorsale » (« backbone » en anglais), employé à l'origine pour l'ensemble de vertèbres visibles dans le dos de certains mammifères, dont l'être humain, ou autres récifs et chaînes montagneuses, se voit désormais appliqué à la structure du réseau numérique. Il est vrai que celui-ci structure effectivement toujours plus nos existences et notre environnement. Dans ce registre, les « backbones », ou dorsales de télécommunication, qui quadrillent le monde entier garantissent l'interconnexion des liaisons internet acheminant des quantités astronomiques de données, à la fois vers des clients particuliers, des entreprises et des data-center, énormes lieux de stockage. Pour filer la métaphore anatomique imposée, elles constituent les centres névralgiques qui contribuent au fonctionnement accéléré (à très haut débit) d'un système basé sur l'exploitation et la dévastation de l'ensemble du vivant, l'aliénation dans toutes les activités et le contrôle généralisé.

C'est à cette sorte de liaisons longue distance que des mains anonymes se sont attaquées le 27 avril dernier, entre 3h et 5h du matin, à différents endroits de départements de l'Île-de-France et dans la Meuse. Une demi-douzaine de câbles de fibre optique ont ainsi été sectionnés dans des trappes souterraines, touchant les lignes Paris-Lille, Paris-Lyon et Paris-Strasbourg. Les opérateurs de télécommunications SFR et Free ont été forcés de constater que leur trafic de données était coupé en grande partie, en même temps que des opérateurs assurant les liaisons à destination des entreprises ou de l'international, tels que Sparkle, Alphaslink, euNetworks, Colt, F5, Zayo ou Netalis, comprenaient qu'ils étaient privés

de certaines de leurs installations. Par effet domino, l'accès internet a été fortement perturbé en Auvergne-Rhône-Alpes, en Bourgogne-Franche-Comté, dans le Grand-Est et en Île-de-France.

Ces sabotages simultanés ont suscité une grande indignation chez les acteurs, les promoteurs et les profiteurs de la numérisation du monde, qui ont rapidement condamné « des actes de vandalisme » ou « une action coordonnée » « sans précédent », allant parfois jusqu'à les attribuer à des « espions russes » puisqu'ils portent atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation - réflexe assez compréhensible quand on considère que tout est guidé par les seules logiques des États ou d'organisations concurrentes, et que les individu-e-s seraient privé-e-s de toute capacité d'intervention sur le cours des choses.

Mais celles et ceux qui voient dans ces câbles et ces lignes autant de chaînes supplémentaires assurant la mainmise du pouvoir apprécient ces coupures d'ampleur comme des épines astucieusement plantées dans ce qui prétend nous faire courber l'échine et nous déposséder de nos vies.

Paru dans le journal *anarchie !*, numéro 26, juin 2022

Backbones

Les dorsales de la fibre coupées à nouveau ! (novembre 2022)

Dans la nuit entre le 17 et le 18 octobre, un sabotage coordonné à plusieurs endroits entre Marseille et Aix-en-Provence frappe à nouveau les *backbones* du réseau de fibre optique, c'est à dire les câbles longue distance qui relient entre eux les data-centers à l'échelle mondiale. Selon des sites spécialisés du secteur, en effet, la coupure n'a pas seulement privé d'internet des milliers de clients de Free et SFR, mais a aussi impacté le convoyage d'Internet via les câbles sous-marins qui partent du port de Marseille pour desservir l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie. *Le gestionnaire français de data-centers OVH a notamment déclaré que « la coupure a impacté la liaison entre Marseille et Singapour » en « saturant tout le trafic internet en provenance des États-Unis et d'Europe » vers cet État...* Interxion, propriétaire des data-centers marseillais qui font la jonction entre les segments de backbones terrestres et sous-marins, précise que cet acte de sabotage est particulièrement préoccupant, ne serait-ce que parce qu'il témoigne de la fragilité des infrastructures en France. *« Des milliers de personnes en France, des sous-traitants d'opérateurs, des personnels d'opérateurs ont accès aux plans des tracés des fibres backbone. Sur ces tracés, vous avez tous les 500 mètres une ouverture, très rarement verrouillée, pour accéder aux fourreaux ».* Et alors s'il est vrai que ces infrastructures sont les veines de l'économie mondiale, puisqu'une grosse partie des échanges et des transactions transitent par ces câbles et qu'elles sont aussi diffuses et fragiles... que tout le monde s'y mette !

Paru dans le journal *anarchie !*, numéro 30, novembre 2022

Pas d'amalgames !

À propos du sabotage ayant mis la Gare de l'Est à l'arrêt (février 2023)

La Gare de l'Est, une des 5 gares parisiennes qui voit chaque jour 250 trains partir dans l'est de la France, et autant en arriver, a été quasi intégralement mise à l'arrêt le mardi 24 janvier, et le trafic est resté fortement perturbé le lendemain. Au cours de la nuit précédente, dans une zone boisée à une trentaine de kilomètres de Paris, des inconnus ont retiré des plaques de béton recouvrant deux trappes dans le sol, situées de part et d'autres des voies ferrées. Puis, à l'aide d'essence, ils ou elles ont incendié les 48 câbles qui s'y trouvaient, calcinant intégralement les 600 câbles de connexion par lesquels transitent les communications et l'alimentation électrique des trains mais aussi des postes d'aiguillage ou de signalisation. Rapidement le numéro 2 de l'entreprise *SNCF réseau* a tenu une conférence de presse au cours de laquelle il a eu des propos sans équivoque : « C'est un acte de sabotage ».

Les syndicats, fidèles serviteurs du maintien de l'ordre

Ce sabotage ayant eu lieu au beau milieu d'un entracte entre le premier jour de mobilisation syndicale dans le cadre du « mouvement contre la réforme des retraites » et le second à venir la semaine suivante (impliquant notamment une grève a priori conséquente dans le secteur ferroviaire), c'est donc tout naturellement que les syndicats, par le biais de leurs représentants, se sont attelés à assumer, face aux différents micros médiatiques, la fonction qui leur revient. Historiquement, le rôle des syndicats est de canaliser la colère, de faire régner la discipline dans les lieux de travail comme dans les luttes, de rendre passifs et grégaires les individus en prétendant les représenter tout en cherchant à les empêcher de s'organiser de manière autonome, de contenir les protestations dans le cadre de la légalité et d'éviter tout débordement sauvage (par exemple en déposant des préavis de grève, les parcours des manifestations en préfecture et en constituant leurs propres troupes de service d'ordre), de cogérer la production, de participer au fonctionnement de l'économie, de se faire les apôtres du Travail et de ses prétendues valeurs, de pacifier les conflits, de garantir la perpétuation

de l'exploitation en tentant de l'améliorer, de légitimer l'existence de différents pouvoirs en entrant en négociation et en discussion avec ceux-ci, de réduire chaque question ou chaque cri du cœur à des revendications, ou encore de conjurer tout dépassement d'une contestation initiale vers une remise en cause plus générale de l'ordre existant. C'est donc sans surprise que des représentants des différents syndicats ont déclaré de bon cœur qu'ils dénonçaient et condamnaient ce sabotage, à l'instar de ce représentant de SUD-Rail, invité le surlendemain sur un plateau télévisé pour débattre de la grève contre la réforme des retraites annoncée par la SNCF, qui a tenu ces propos catégoriques : « *[le sabotage] ce n'est pas du tout la tradition du mouvement syndical, ce n'est pas du tout la tradition des cheminots. Le sabotage c'est pas notre truc, voilà. Nous notre truc c'est l'action collective, éclairée, dans la discussion, ce n'est pas la nuit, cachés, à brûler voilà. [...]* Nous, on défend notre outil de travail [...] On fait grève pour avoir des investissements dans le réseau ». Et si jamais cela n'était pas suffisamment clair, son syndicat s'est empressé de rédiger un communiqué de presse intitulé « *Attention aux amalgames !* », dans lequel il affirme ne pas soutenir « *les actes isolés qui détruisent notre outil de travail et remercie les cheminotes et cheminots, qui font leur maximum, pour réparer les dégradations importantes engendrées par les incendies de ce matin* ».

Perdus dans le brouhaha virtuel et médiatique quotidien, il semblerait que ces propos n'aient pas été pris en compte par certains commentateurs soucieux, comme beaucoup de leurs semblables, de ventiler leurs petites opinions à propos de la recherche – qui, si le monde était bien fait, ne devrait préoccuper que les enquêteurs – de l'identité des auteurs de ce sabotage. On en a donc entendu dire que c'était un coup des syndicalistes. D'autres des cheminots. D'autres encore d'un intérimaire d'une entreprise sous-traitante. Ou encore de l'extrême gauche. Ou bien d'une entité obscure visant à discréditer « le mouvement contre les retraites » pour faire le jeu du gouvernement. Et pourquoi pas, selon certains, une puissance étrangère qui cherche à déstabiliser le pays en affectant le quotidien des Français ? Ahhh, comme la question (policrière) du *qui* ?, quand elle se réduit à un tel bazar de catégories est pauvre, ennuyante et stérile. Et pourtant, cette société misérable et moribonde n'a pas encore définitivement terrassé la fantaisie, l'imagination et le rêve qui, donnant de l'élan et du souffle à toute perspective de subversion et de renversement de l'existant, peuvent encore aujourd'hui constituer une menace, dès lors qu'ils rencontrent des esprits à inspirer et des mains à animer.

Hypothèses pour hypothèses

C'est cette même fantaisie, cette imagination, ce rêve qui me pousse à envisager qu'un tel sabotage aurait pu avoir été accompli, par exemple, par une personne désireuse de renouer un fil avec ces luddites qui au milieu du 19ème siècle, s'attaquaient au chemin de fer car celui-ci devenait le moteur du capitalisme, ainsi que le symbole de l'utopie technique et de l'industrie conquérante.

Ou bien par une personne qui, confrontée au constat que le travailleur produit l'exploitation et que l'exploitation reproduit le travailleur, en a tiré comme conséquence qu'interrompre les transports de personnes s'avère une des manières de briser ce cercle infernal.

Continuons.

Une personne qui aurait été poussée par la rage et le découragement face à une aurore qui, chaque jour, n'annonce méthodiquement qu'une nouvelle journée de travail, et par le dégoût en voyant ces wagons remplis de gens tristes et comme anesthésiés, dont la vie ne ressemble nullement à un voyage, une découverte, une aventure, mais plutôt à un éternel train-train prédéterminé, à toute vitesse et en toute sécurité.

Une personne qui, alors que la « guerre en Ukraine » pourrait prendre une tournure toujours plus tragique et inquiétante suite aux engagements pris par des pays comme la France, l'Allemagne, les États-Unis et la Norvège, d'envoyer des chars à l'armée ukrainienne, admet ce qu'écrivait cet écrivain au milieu du siècle dernier : « *Trente, soixante, cent millions de morts ne vous détourneraient pas de votre idée fixe : « Aller plus vite, par n'importe quel moyen. » Aller vite ? Mais aller où ? Comme cela vous importe peu, imbéciles ! [...] Oh ! Dans la prochaine inévitable guerre, les tanks lance-flammes pourront cracher leur jet à deux mille mètres au lieu de cinquante, le visage de vos fils bouillir instantanément et leurs yeux sauter hors de l'orbite, chiens que vous êtes ! La paix venue vous recommencerez à vous féliciter du progrès mécanique. « Paris-Marseille en un quart d'heure, c'est formidable ! ». Car vos fils et vos filles peuvent crever : le grand problème à résoudre sera toujours de transporter vos viandes à la vitesse de l'éclair. Que fuyez-vous donc ainsi, imbéciles ? Hélas ! C'est vous que vous fuyez, vous-mêmes – chacun de vous se fuit soi-même, comme s'il espérait courir assez vite pour sortir enfin de sa gaine de peau... On ne comprend absolument rien à la civilisation moderne si l'on n'admet pas d'abord qu'elle est une conspiration universelle contre toute espèce de vie intérieure ».*

Une personne qui considère que le réseau ferroviaire, comme les autres

réseaux de transports, est une des artères du capitalisme, et que la liberté de circulation qu'il se vante de garantir s'oppose à la liberté tout court, qu'elle n'est qu'une mystification, qu'un fétiche prétendument sacré au service de l'économie et de la marchandise.

Une personne qui aurait donc voulu jeter un peu de sable dans la machinerie de cette société qui tourne toujours plus vite et frénétiquement, ravageant à toute allure le monde et les relations, celle des humains envers eux-mêmes, celles des humains entre eux et celle des humains avec le monde. Et qui aurait alors tenté de s'opposer en acte et à la première personne à la reproduction sociale, rappelant au passage à qui souhaite l'entendre que le monde de la Grande Vitesse n'est pas le seul possible et certes pas le plus souhaitable, que les infrastructures de transport sont des veines de la société industrielle et qu'il est grand temps d'imposer un temps d'arrêt à cette société mortifère.

Une personne qui suppose que la condition minimale pour qu'il devienne possible de poser la question d'une vie désirable, de la vie que nous voulons vivre, c'est d'abord que cesse de fonctionner les rouages de la société, que s'opère une rupture dans l'espace-temps de la domination. Que pour pouvoir se rencontrer pleinement, sans avoir la tête engluée dans nos impératifs quotidiens, à un moment donné il va bien falloir tout bloquer. Et que cela ne se fait pas du jour au lendemain, comme par enchantement, mais qu'il revient à chacun et chacune, à partir de là où l'on est et de ses possibilités, de s'engager dès à présent sur un chemin parsemé de tentatives et d'expérimentations qui en appellent d'autres.

Une personne présumant que pour qu'un mouvement de masse ait des chances d'incarner des possibilités réelles de transformations sociales, il est alors nécessaire que se diffusent aux quatre vents ces paroles – plus que des paroles, un défi, une promesse ! – qui ont contribué, au début des années soixante-dix en Italie, à faire les beaux jours de la dernière tentative en Europe de *partir à l'assaut du ciel* : CONTRE L'ÉTAT ET LE CAPITAL : LUTTE CRIMINELLE !

Une personne qui pense avec cet anarchiste russe d'hier que *sans désordre, sans beaucoup de désordre social, pas de révolution possible*, et que des actions de sabotages contre les infrastructures de transports (de personnes, de marchandises, de données, d'électricité) commises par de petites minorités agissantes et autonomes sont magistralement disposées à créer du désordre, à élargir le désordre et à le faire durer.

Une personne qui, face au réalisme politique et au pragmatisme militant qui ne manquera pas de donner de la voix dans le « mouvement contre la

réforme des retraites », face à ces petites entreprises permanentes d'écrasement des rêves de subversion, d'anéantissement des imaginaires, de neutralisation de perspectives offensives et de broyage de toute tension utopique, a tout simplement manifesté qu'il existe une autre voie : celle de la désertion et du sabotage. A bien y regarder, cela pourrait ressembler à une invitation : et si nous commençons, recommençons ou continuons à rêver, en interrompant les flux du réalisme ? Et si nous commençons, recommençons ou continuons à agir, en interrompant les flux du pouvoir ? Et si nous commençons, recommençons, continuons à nous donner, seul et à plusieurs, nos propres perspectives et nos propres temporalités, en interrompant les flux d'actualité et l'emprise qu'ils ont sur nous ? Et si nous partions de nos rêves, de nos désirs et de nos volontés libératrices pour nous confronter à la réalité, au lieu de partir de la réalité pour – au mieux – immanquablement revoir ceux-ci à la baisse ?

Une personne animée par la conviction que plutôt que de continuer à sacrifier notre vie pour ce monde, mieux vaut commencer à sacrifier ce monde pour vivre.

Et si...

Et si de tels sabotages en inspiraient d'autres, s'il n'y avait qu'un pas de la question du *pour quoi*, à celle du *pourquoi pas* ? : car s'il est tristement vrai que la soumission est contagieuse, peut-être que la liberté l'est plus encore. Rien ne dit que le système médiatique, que les appareils politiques et syndicaux, ainsi que le gouffre des réseaux virtuels parviendront éternellement à conjurer cette menace en la recouvrant d'une montagne de bavardages.

Paru dans le journal *anarchie !*, numéro 33, février 2023

[Meuse] Action directe contre le nucléaire et son monde de merde

(12 mars 2022)

Dans la nuit du 11 mars, anniversaire de la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon en 2011, nous avons fait une série de graffiti/tags le long de la voie ferrée désaffectée Bar-le-Duc / Ligny / Gondrecourt, qui fait partie du projet d'enfouissement nucléaire CIGÉO. Dans le village au nom ironique « Les Castors », près de Ligny-en-Barrois, nous avons saboté la voie avec des crics pour contrer les travaux prévus pour sa réaffectation. Notre action est une petite contribution dans le cadre de la journée nationale d'action contre la relance du nucléaire et pour la fin immédiate du nucléaire, journée à laquelle nos amies de Golfech ont appelé ce 13 mars.

Le nucléaire ne sauvera pas le climat !

Fin 2021, 10 ans après Fukushima, le gouvernement Castex/Macron a présenté le programme de transition énergétique « France 2030 ». Au delà de l'annonce pro-industrielle en mode greenwashing sur la mobilité électrique ou la création de parcs éoliens industriels, « France 2030 » est avant tout une chose : l'annonce du renforcement massif du programme électro-nucléaire français. Il s'agit de la construction d'au moins 6 nouveaux EPR, de l'investissement dans de dits mini réacteurs – qui sont en ce moment développés, entre autres, par le constructeur d'automobiles et d'armement Rolls Royce – et du lancement de la construction de CIGÉO d'ici 2030.

Dans le même temps, la commission européenne a présenté un projet de loi pour le renouvellement de la « taxonomie verte », suite notamment à la pression de l'État français. Cela voudrait dire que le nucléaire serait désormais considéré comme une énergie verte. Une ratification de cette proposition, signifierait que le fonds d'investissement pour la neutralité climatique pourrait à l'avenir subventionner le nucléaire. L'une des conditions à cela serait de démontrer que le stockage des déchets nucléaires est une option qui fonctionne. Une décision rapide à ce sujet est improbable suite à l'annonce de recours juridiques faits par plusieurs états européens.

Nous le disons de manière claire : une transition énergétique qui continue de garder comme boussole la croissance économique et les profits des industriels ne vaut même pas le papier sur lequel elle sera écrite. Il est complètement égal pour nous de savoir si la planète est détruite par l'émission de CO₂, l'empoisonnement atomique ou la guerre, l'intoxication de l'eau potable ou d'autres misères que le système capitaliste engendre.

Nous nous opposons à la tentative d'opposer le mouvement pour le climat et le mouvement antinucléaire. Les buts des mouvements écologistes sont inséparables ! Un compromis avec les structures du pouvoir économique tendant à « rendre la Terre juste un petit peu moins inhabitable » n'est pas acceptable.

Le mensonge du nucléaire écologique est aussi vieux que le programme nucléaire et a été contré par les scientifiques à mille reprises. Même si l'utilisation de l'uranium comme source d'énergie n'émet pas beaucoup de CO₂, cela n'est pas vrai pour son extraction qui est faite dans des mines et à l'aide de charbon. C'est faux également pour son transport par bateau avec des carburants fossiles. Pour considérer l'uranium « vert », il faut mettre de côtés tous les effets de son extraction, l'empoisonnement radioactif du sol et de l'eau, la radiation permanente émise par les réacteurs et autres fabriques nucléaires en temps dits normaux et les suites d'un possible accident. Un autre angle mort de ce calcul est bien sûr l'impossible gestion des déchets de la filière : le stockage de déchets radioactifs pour des milliers d'années !

Nous nous sentons obligé-es de dire aux habitant-es du sud Meuse : « Non, vous n'êtes pas les heureux-ses élu.es, choisi-es pour héberger CIGÉO, le cœur d'une transition écologique. Vous êtes d'acceptables dommages collatéraux de la catastrophe nucléaire en cours. Vos vies sont les pertes acceptables des intérêts de la politique économique. Ce n'est pas la première fois que vous avez été choisi-es dans l'histoire pour servir de poubelle de la nation. »

SNCF = collaborateur du désastre nucléaire !

Contexte global :

La chaîne entière de la production de l'uranium, son enrichissement, son utilisation civile et militaire et jusqu'à son entreposage rend nécessaire le transport constant de l'atome. Des attaques sur l'entreprise étatique de voies ferrées SNCF sont politiquement pertinentes car elle remplit un rôle central dans le fonctionnement du programme nucléaire. C'est stratégiquement pertinent car le transport est le maillon le plus faible de la chaîne de production nucléaire et offre beaucoup de possibilités au mouvement, au delà des sites qui, pour la plupart, sont sécurisés de façon militaire.

Contexte local :

Alors que les compagnies de chemins de fer s'efforcent de supprimer progressivement les trajets non rentables, c'est dans le sud meusien, dans la région la moins peuplée du pays, que la ligne Bar-le-Duc / Ligny / Gondrecourt sera remise en service. Avec l'aide des acteurs politiques locaux, cela est vendu à la population comme une sorte de renforcement de l'infrastructure de transport public. La seule vraie raison de cette remise en service est pourtant le futur projet CIGÉO. Depuis la plateforme logistique de Gondrecourt, l'ANDRA planifie de démarrer les travaux de raccordement au centre d'enfouissement de Bure d'ici 2024. La section de raccord géré par la SNCF est une base centrale pour le transport des déchets radioactifs par le rail. Si la voie est un jour ouverte aux usages civiles, ce sera avant tout pour augmenter l'acceptation de la population locale et la lier encore plus au projet CIGÉO.

Nous appelons à attaquer les chantiers de ce raccordement dès le début et en amont des travaux ! Nous appelons à des actions décentralisées le jour J, jour du début des travaux physiques sur le tronçon, actions qui viseraient le matériel de la SNCF et de ses succursales ainsi que les entreprises participant aux travaux, les désignant ainsi pour ce qu'ils sont : des acteurs de l'industrie atomique.

Les trois brigantes

Paru sur lille.indymedia.org, le 12 mars 2022

A coups de gourdin (extrait)

LES « SI » ET LES « QUAND »

Le plus grand plaisir de la société de la nécessité technologique, ce sera d'attribuer le prix de la révolte la plus inutile et du sourire le plus soumis.

Il arrive souvent de lire des pages de lutte dans lesquels on se demande avec justesse : « Et si pendant ce black-out les enrégés étaient descendus dans les rues ? Et s'il avait duré quelques jours de plus ? Et si ceci ou cela s'était produit ? ». Il faut bien commencer quelque part. Les infrastructures du monde technique sont loin d'être inattaquables. Mais il se peut que couper l'énergie au monde nécessite quelques moyens supplémentaires. Si les « si » qui remplissent les pages des écrits anarchistes sont nombreux, nous ne pouvons pas en dire autant des « quand ». Quand ces interruptions et ces attaques se matérialisent, comment pourrions-nous nous organiser pour faire de ce sabotage quelque chose de plus qu'une simple « démonstration de force ou de ruse » ? Sans coordination, et sans une projectualité plus large, les sabotages peuvent rester comme des pierres dans l'eau¹. La décentralisation informatique du contrôle nous fournit de nouvelles possibilités, mais connaître les lieux nuisibles n'est pas suffisant, nous devons étudier les nombres du pouvoir (les algorithmes) et le décoder [pour frapper matériellement « là où ça fait mal » (Ndt.)]. Pris dans l'engrenage, le courage de l'agir peut ne pas manquer, en revanche le raisonnement concret si. Comment pouvons-nous lâcher prise ? Comment pouvons-nous réduire des parties du système à des proportions humaines, pour gagner du temps et de la mesure et refuser les rythmes ? À partir des prémisses de Pouget, que reste-t-il aujourd'hui, selon nous, de ce ferment vivant d'ingéniosité et de concrétion, d'une expression qualitative et moins spectaculaire ? La meilleure offensive peut parfois ne pas être celle qui fait le plus de bruit, tandis qu'à d'autres moments on peut avoir besoin de « gestes de perturbations exemplaires » (quand ceux-ci ne s'échappent pas de la réalité ou qu'ils ne finissent pas par enivrer l'ego). De la même manière qu'une action identique à un moment plutôt qu'à un autre, ou dans un lieu plutôt qu'un autre, peut comporter des différences importantes.

Nos fantômes mènent leur guerre contre nous. Nous avons désormais les

¹ Expression italienne désignant ici une action qui perturbe pendant un court moment la superficie avant de disparaître.

oreilles pleines de collaborateurs et d'infrastructures énergétiques pour n'importe quel « Goliath » que l'on veut observer avec attention, de près ou de loin. Tout est lié, aujourd'hui plus que jamais – et une certaine décentralisation en a découlé – mais plus on s'attaque à un projet en particulier et à ses tentacules, moins les coups deviennent symboliques. Plus on apprend à faire mal là où les nerfs sont nécessaires pour assurer une ou plusieurs fonctions d'un projet, plus s'ouvrent les portes pour la diversification des pratiques. Plus s'éveille le goût de la matérialité et plus on apprend à comprendre l'ossature du capital et de l'État. Une fois de temps en temps, il faudra aussi avoir l'ambition d'arrêter réellement quelque chose. On ne peut pas avoir des positions si « contre tout » qu'elles s'avèrent insignifiantes. C'est vrai, on commence toujours à peu nombreux, et quand on est peu nombreux il ne nous reste qu'à être malins et à exécuter des actions rapides, cachées, les plus efficaces possible. Quelques vieux textes expliquaient l'utilité des sabotages ferroviaires, industriels, des infrastructures... Dans un parallèle suggestif avec la guérilla, Pouget comparait le sabotage à l'embuscade. Notari, premier préfacier de l'édition italienne de l'ouvrage *Le sabotage*, l'a qualifié de *ju-jitsu ouvrier*, qui « à l'aide d'une étude plus scientifique de l'anatomie humaine, cherche les centres nerveux et musculaires les plus sensibles pour exercer une pression dessus, grâce à un effort minimum (deux doigts suffisent), provoquant une douleur extrêmement aiguë qui paralyse totalement l'adversaire ». Quand les forces pour l'affrontement frontal sont si défavorables, il ne reste pas d'autres alternatives. Bien sûr, mieux vaudrait que la lutte populaire surgisse partout où il faut vivre et risquer, mais il n'en est pas ainsi. Il serait pourtant absurde de nier le caractère imprévisible de certains sauts et de renoncer à la tentative de se creuser un peu la tête pour choisir l'approche insurrectionnelle. Toute lutte a ses parts d'ombres et de lumières. Il n'y a pas de *consistance* sans préparation et coordination, et les idées, la fantaisie, le risque, ne sont pas des qualités innées de l'individu, mais elles se développent avec lui, elles le transforment et le nourrissent, là où l'amour pour chaque tentative révolutionnaire devient concret. Les attaques ne se matérialisent pas par magie, en répétant des centaines de fois des expressions comme « informalité », « imprévisibilité » ou encore « nous serons partout ». Si nous ne voulons pas nous annuler à l'intérieur des déclarations d'intentions les plus fantaisistes, nous devrions être guidés par notre matérialisme.

CHAIR, OS ET CIRCUITS

Ce qui a été dit ci-dessus n'a évidemment pas la prétention erronée de

considérer que les machines sont tellement émancipées, que l'on pourrait faire abstraction des responsabilités humaines de l'oppression ; une telle affirmation serait pour le moins trompeuse. L'homme est encore la racine, du moins tant qu'il n'aura pas été complètement remplacé. L'intention est plutôt de tenter de souligner le fait que certains « rôles sociaux » sont désormais produits et reproduits par des systèmes informatiques. De même qu'il nous semble superficiel de considérer que les technocrates forment une nouvelle classe dominante, il nous semble tout aussi compliqué d'affirmer que c'est la Technique à elle seule qui divise le monde en oppresseurs et en opprimés. La Technique est un des murs qui se dressent à toute vitesse, mais celle-ci n'est pas détachée du monde qui l'a produit. Une des « tâches » du sabotage – pour vouloir essayer d'entreprendre n'importe quelle action révolutionnaire – devrait être d'éliminer le maximum d'espace de médiation du Système technique ; afin de remettre à l'épreuve la pensée et de retrouver des espaces de vies oubliés. La Technique se révèle être la médiatrice – entre l'homme et la nature – de tout comportement humain dans la mesure où « l'homme ne se relationne avec ses nécessités qu'à travers un ensemble si complexe de techniques qu'en réalité la relation n'est qu'avec ces techniques ». Cela vaut désormais pour le monde du travail aussi bien que pour le milieu naturel et social. Cette caractéristique détruit le lien entre la pensée et l'action, elle rend vaine n'importe quelle action qui est directe. Le rapport de dépendance devient tellement universel qu'il exclut toutes les autres formes d'organisation entre individus et de relations avec la nature, précisément parce qu'il crée les bases afin que la pensée et l'action puissent être séparées. Le sabotage doit être entendu comme la reconstruction de ce rapport direct qui disparaît peu à peu : il n'est plus possible de détacher cette pratique d'une vie qui puisse se dire *active*. Plus le monde se remplit de capteurs, de câbles, et de champs électromagnétiques, plus le sabotage se révèle être quelque chose d'essentiel et de nécessaire, et semble alors l'unique moyen d'agir réellement. Avant de penser qu'il est trop tard pour tout, et de sombrer dans la course au « prix pour la révolte la plus inutile et le sourire le plus soumis », nous devons courir à la recherche d'une consistance qui redonne un sens à la liberté, à ses amours et à ses coups de gourdins.

Rupert

extrait de *i giorni e le notti*, n° 7, juin 2018. Traduit et publié dans *La caverne d'Ali Babel*, *Bulletin de correspondances anarchiste*, numéro 1, novembre 2021

A propos du sabotage coordonné contre les lignes TGV à quelques heures des J.O.	p. 3
J.O. : le sabotage du réseau TGV revendiqué par une « délégation inattendue »	p. 9
A propos du sabotage coordonné contre le réseau de fibre optique en plein J.O.	p. 13
Allemagne : double sabotage de la ligne ferroviaire Brême-Hambourg	p. 19
Allemagne : plein de bonnes raisons de saboter le réseau ferroviaire !	p. 20
Saint-Amand-sur-Ornain (Meuse) : Sabotage voie ferrée – TRAIN TO NOWHERE	p. 24
APPENDICE	
Game-Over à Gameville	p. 28
Nord-Sud-Est-Ouest	p. 29
Dans une optique différente	p. 35
Des épines dans le pied de la domination	p. 40
Backbones. <i>Les dorsales de la fibre coupées à nouveau !</i>	p. 42
Pas d'amalgames ! <i>A propos du sabotage ayant mis la gare de l'Est à l'arrêt</i>	p. 43
[Meuse] Action directe contre le nucléaire et son monde de merde	p. 48
A coups de gourdin (extraits)	p. 51

